

LA CHUTE DE KABOUL

UNE MOSAÏQUE DE PEUPLES DISPARATES > page A6

LA RECONSTRUCTION POLITIQUE PRESSE > page A7

MONTRÉAL | MERCREDI 14 NOVEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118<sup>e</sup> ANNÉE > NO 26 > 84 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

# Les talibans partis, Kaboul revit

> Qui va maintenant gouverner?

> L'ONU appelle à la retenue

d'après AFP et AP

**NEW YORK** -- Surprise par la chute éclair de Kaboul hier et la déroute des talibans devant les forces de l'Alliance du Nord, la communauté internationale a pressé l'ONU de trouver d'urgence une solution à la crise politique en Afghanistan pour conjurer les risques de chaos.

Alors que la population de Kaboul respirait enfin après la levée des sévères restrictions imposées par les talibans sur leur vie quotidienne, le président George W. Bush s'est félicité des « grands progrès » enregistrés dans la guerre contre le terrorisme, mais il a appelé l'Alliance du Nord à ne pas se livrer à des exactions dans les territoires reconquis. Il a réitéré son appel à la constitution d'un pouvoir en Afghanistan représentant toutes les ethnies. Un appel repris d'ailleurs dans la majorité des capitales.

L'aviation américaine poursuit sans répit des talibans « désespérés » après la perte de Kaboul et de villes dans le nord de l'Afghanistan, a indiqué le chef du Pentagone Donald Rumsfeld, prévenant cependant que la guerre antiterroriste était « loin d'être finie ». Le réseau « Al-Qaeda reste dangereux », a précisé le chef d'état-major interarmées, le général Richard Myers.



Dans Kaboul libéré du joug taliban, les coiffeurs-barbiers n'ont pas chômé hier, alors que de nombreux clients ont fait tailler ou raser leur barbe que les miliciens islamistes les avaient obligés à porter. D'autres hommes ont enlevé leur turban en signe de libération.



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE À LONDRES

## Après cinq années de terreur!

Seema Ghani attendait ce moment depuis cinq ans.

Cinq longues années où la jeune exilée afghane a vu ses compatriotes se plier aux règles impitoyables des talibans. Cinq années de terreur, d'incertitude et de répression qui ont paralysé Kaboul, sa ville natale, sa ville chérie, aujourd'hui libérée.

À la BBC hier, Seema a vu une femme sans burqa, cette prison mobile imposée aux Afghanes. Elle a vu un enfant faire tourner un cerf-volant dans le ciel de Kaboul pour la première fois de sa vie. Et un homme raser la barbe qu'hier encore il devait porter sous peine d'être battu.

« C'était un choc, mais un choc agréable », dit Seema qui a fui le régime communiste en 1990, peu de temps avant que l'Afghanistan ne sombre dans la guerre civile. Elle n'a revu qu'une seule fois Kaboul, en avril dernier. Mais elle ne reconnaissait plus sa ville ravagée, ruinée.

Seema imagine déjà la réouverture aux femmes de son ancienne université, où elle a étudié la médecine avant de prendre la fuite. Et la reconversion de sa garderie, devenue une caserne militaire sous le régime des talibans. Pour elle, les hommes de l'Alliance du Nord sont des libérateurs, d'anciens moudjahidines qui ont bouté les Soviétiques hors du pays il y a 10 ans et qui réservent le même sort aux talibans.

Mais les Afghans du Royaume-Uni n'ont pas tous célébré, hier, la chute de Kaboul.

Voir TERREUR en A2

## Une nouvelle taxe d'eau viendra annuler en partie la baisse de 6,5 % du taux d'imposition

ÉRIC TROTTIER

Bonne nouvelle pour les Montréalais: le budget 2002 de la nouvelle ville de Montréal prévoit une baisse du taux d'imposition foncière de 6,5 %, a appris *La Presse* hier.

La mauvaise nouvelle, maintenant: le comité de transition, qui présentera lundi le budget de l'an 1, annoncera l'introduction d'une nouvelle taxe d'eau s'élevant à 75 \$ par logement, payable par les propriétaires.

Selon ce qu'a appris *La Presse*, le comité de transition a concocté un budget de 3,6 milliards de dollars, lequel prévoit un taux d'imposition

de 1,86 pour les Montréalais, comparativement à 1,99 en 2001. Pour les Montréalais de l'ancienne ville, il s'agit d'une première baisse significative du taux d'imposition depuis des décennies.

En revanche, ses effets bénéfiques vont être amenés — ou carrément annulés, dans plusieurs cas — par la nouvelle taxe d'eau que veut imposer le comité de transition.

Cette mesure a toujours été controversée à Montréal. En 1987, l'administration de Jean Doré l'a abolie parce qu'on la considérait « ingérable »: les comptes étaient alors envoyés aux locataires, dont plusieurs refusaient de payer sans que la Ville puisse rien y faire. Mais dans

le reste de l'île, où les propriétaires sont majoritaires, 24 municipalités ont conservé la tarification. Onze villes utilisent même les compteurs d'eau.

Pour le comité de transition, il était important de refléter dans l'impôt foncier le coût de l'eau, d'autant plus que les réseaux d'eau et d'égout tombent en décrépitude et qu'il faudra investir des centaines de millions — sinon des milliards — pour les refaire au cours des prochaines années.

Voir IMPOSITION en A2

## Garderies à 5 \$ et Internet: du cafouillage à profusion

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Garderies à 5 \$ et branchement des familles sur Internet: deux programmes où l'État a voulu aller vite, deux programmes où il a aussi créé iniquités et cafouillage.

Résultat: les ministères de la Famille et de l'Enfance et de l'Industrie et du Commerce trônent au palmarès peu enviable des taux de plaintes fondées les plus élevés dans le premier rapport annuel de la nouvelle protectrice du citoyen, Pauline Champoux-Lesage. Une plainte sur deux portées contre ces ministères devant la protectrice était justifiée, alors que ce taux s'établit en moyenne à 28 % pour la soixantaine de ministères et organismes visés par des plaignants.

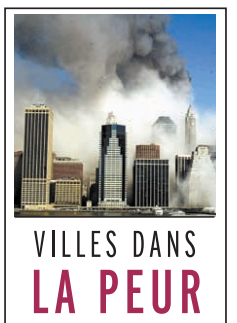
Des taux anormalement élevés ont aussi été constatés à la CSST (45 %), à la Santé (41 %) au Curateur public (37 %), au Revenu (35 %) et à la Sécurité publique (39 %), où ils sont même en croissance depuis quatre ans en raison des problèmes de surpopulation des prisons. « Un tel taux de plaintes fondées est

l'indice que des problèmes systémiques demeurent, perdurent », note M<sup>me</sup> Champoux-Lesage, qui pointe le manque de ressources.

M<sup>me</sup> Champoux-Lesage a fait montre hier d'un style nettement moins tranchant que celui de son prédécesseur, Daniel Jacoby. « Je m'inscris dans la continuité des anciens ombudsmans, mais j'aimerais augmenter la collaboration avec les ministères et organismes, dit-elle. Je veux travailler avec le citoyen et pas nécessairement contre les ministères. »

Dans le dossier des garderies, M<sup>me</sup> Champoux-Lesage n'en reproche pas moins à l'État son entêtement à ne pas accorder la priorité aux familles monoparentales et à faible revenu en attendant qu'il y ait un nombre suffisant de places en 2005. Présentement, les places disponibles ne satisfont que 60 % des besoins.

Voir GARDERIES en A2



## Belfast respire enfin!

> *La Presse* poursuit sa série de reportages sur les villes du monde qui doivent composer depuis des années avec la menace d'attaques terroristes. Aujourd'hui: Belfast. Un texte d'Isabelle Hachey.

page A12

**AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE**

Arts et spectacles	C1-C8	Loteries	A2, A10
- télévision	C2	Monde	A17, A18
Bandes dessinées	D19	Mots croisés	D19, S10
Bridge	E6	Mot mystère	D19
Décès	E6, E7	Petites annonces	D20
Éditorial	A20	- immobilier	D20, D21
Étes-vous		- marchandises	D21
observateur?	D20	- emploi	D21, E4
Feuilleton	D19	- automobile	E5, E6
Forum	A19, A21	- affaires	D4
Horoscope	E5	Politique	A14, A15

La Presse Affaires

D1-D18

**MÉTÉO** Voir S16

Nuageux  
Maximum 8 > minimum 5

1  
3  
4  
6

6 21924 98765 1

j'ai besoin de vacances .com • j'ai besoin de vacances .com • j'ai besoin de vacances .com • (514) 858-0011 • 1 888 302-6221

<p><b>La Tunisie</b></p> <p>Offre exceptionnelle 22 jours / 40 repas <b>1 347\$</b></p>	Forfaits tout inclus à partir de		<p><b>Espagne</b> Costa Del Sol</p> <p>4 sem. À partir de <b>1 237\$</b> incluant 2 nuits à Paris ou 1 nuit Zurich/Bruxelles</p>	<p><b>Portugal</b></p> <p><b>22 nuits</b> à partir de <b>1298\$</b></p>	<p><b>multi-voyages</b> la Méga agence</p> <p>Ouvert le dimanche jusqu'à 20 h</p>		
	Riviera Maya	<b>1199 \$</b>				Santo Domingo	<b>1249 \$</b>
	Puerto Plata	<b>865 \$</b>				Puerto Vallarta	<b>928 \$</b>
	Cayo Coco	<b>848 \$</b>				Super Club	<b>1049 \$</b>
	Holguin	<b>899 \$</b>				Cancun	<b>1099 \$</b>
Varadero	<b>748 \$</b>	Punta Cana	<b>958 \$</b>				

## 1 &gt; DEMAIN DANS LA PRESSE



## Gastronomie ensorcelée

Frappé par la pottermania, Ricardo Larrivé constate que le cuisinier est un magicien fantastique qui, depuis toujours, peut nous faire planer ou descendre en enfer. Convaincu que rien n'est plus près du geste d'un sorcier que le geste du cuisinier, il nous propose des plats mystérieux que ne renieraient pas les magiciens, alchimistes et autres druides de notre enfance.

À lire demain dans le cahier ACTUEL

## 2 &gt; AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Clavardez avec Serge Chapleau  
[cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

> Choisissez les armoiries de Montréal  
[cyberpresse.ca/ecu](http://cyberpresse.ca/ecu)

> Fiches interactives sur l'Afghanistan  
[cyberpresse.ca/afghanistan](http://cyberpresse.ca/afghanistan)

## 3 &gt; À VENIR CETTE SEMAINE



HUGO DUMAS

> 24 heures dans la vie  
d'Isabelle Trudel

Rencontre avec une  
dépitiste de mannequins,  
demain dans le cahier Actuel



SONIA SARFATI

> Prix littéraires

Les prix du Gouverneur  
général, demain dans le  
cahier Arts et Spectacles



GÉRALD LEBLANC

> Le 15 novembre 1976

Le 25<sup>e</sup> anniversaire de la  
première victoire  
du Parti québécois, demain

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	économie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum		(514) 285-7027	(514) 285-4816	
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTÉRIES

## LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres: 7-8-5

À quatre chiffres: 2-7-2-7

## SUITES DE LA UNE

## GARDERIES

Suite de la page A1

« Quand on met en place un programme qu'on dit universel, mais qu'on ne met pas de priorité — et ça a été dénoncé à plusieurs reprises je pense —, on se retrouve à premier arrivé, premier servi, dans le fond. »

La protectrice demande au ministère de la Famille et de l'Enfance de compenser financièrement les familles qui n'ont pas accès à des places à 5 \$, en anticipant par exemple les remboursements d'impôts auxquels elles ont droit en inscrivant leurs enfants dans des garderies au plein tarif.

Dans le cas du programme de branchement des familles sur Internet, le ministère de l'Industrie et du Commerce a péché en modifiant en cours de route les conditions d'admissibilité, devançant de 12 jours la date limite pour faire la demande d'une attestation d'allocation familiale.

Cette décision a provoqué une cohue à la Régie des rentes, qui délivre ces attestations. Le système téléphonique a flanché, privant plusieurs familles de réponse à leurs messages. Des délais postaux se sont ajoutés. Des

familles se retrouvaient avec une seule journée pour acquérir leur ordinateur.

Le ministère a donc étiré les délais, mais 5000 nouvelles familles se trouvaient encore défavorisées en raison du délai d'intégration de l'information provenant du fédéral dans le système informatique de la Régie. L'affaire s'est réglée en avril dernier grâce à l'intervention de la protectrice. « On ne doit pas changer les règles du jeu à la dernière minute », conclut-elle.

La Société de l'assurance automobile du Québec a reçu encore cette année sa part de plaintes (6 %), elle qui appartient au groupe des six qui suscitent 80 % des demandes à la protectrice, avec la Sécurité publique (28 %), l'Emploi (21 %), le Revenu (14 %), la CSST (8 %) et l'Éducation (4 %). (Le nombre total de plaintes a baissé de 7 % en 2000-2001, passant de 26 258 à 24 475.)

C'est ainsi qu'un citoyen a constaté qu'on lui devait 37 000 \$ en intérêts jamais payés. En 1996, la SAAQ lui avait versé 10 000 \$ en

intérêts sans lui fournir d'explications. Quand la protectrice est intervenue pour qu'on lui fournisse un calcul détaillé des intérêts payés, il a constaté que la société les avait comptés... avec huit ans de retard. « Le droit à l'information complète et précise, ce n'est pas un simple caprice », observe M<sup>me</sup> Champoux-Lesage, qui garde le service d'indemnisation de la SAAQ à l'œil, même si des embauches y ont été annoncées. « Nous pensons qu'actuellement, le manque de ressources fait qu'on travaille trop rapidement, qu'on donne des réponses sans expliquer les motifs aux citoyens. »

Au Revenu, où la protectrice remarque une importante amélioration du taux de plaintes fondées — de 50 % à 35 % — on a quand même dû corriger des injustices. Une mère de quatre enfants a ainsi été privée d'allocations familiales pendant plusieurs mois en raison de la conduite « fort discutable » du ministère. La dame avait transmis sa déclaration de revenus de 1999 dans les délais prévus, mais en juin, un agent l'informe qu'on ne la retrouve pas. Elle en transmet co-

pie par courrier recommandé, mais en août, la Régie des rentes suspend ses allocations familiales, dans l'attente de données du Revenu.

En octobre, toujours rien. La femme téléphone au Revenu, où on lui annonce que le système informatique indique que sa déclaration n'est pas produite. Elle se rend sur place avec une nouvelle copie, où un agent estampille « Urgent » et promet un traitement rapide. À deux semaines de Noël, rien n'a encore bougé. Au ministère, on lui apprend que sa déclaration est toujours manquante! Il a fallu une plainte à la protectrice pour découvrir qu'elle avait miraculeusement réapparu.

Le ministère des Transports est aussi montré du doigt pour avoir facturé plus de 1000 \$ à la veuve d'un automobiliste pour les dommages que son accident mortel avait causés à la route. Mère de trois jeunes enfants et prestataire de l'aide sociale, elle n'avait reçu aucune assurance-vie à la suite de la mort de son conjoint. Le MTQ a finalement consenti à annuler la réclamation.

## IMPOSITION

Suite de la page A1

Mais pour les opposants à toute forme de tarification d'eau — comme la plupart des élus montréalais de l'Équipe Tremblay, qui se sont prononcés contre toute taxe d'eau pendant la campagne électorale — la nouvelle taxe risque surtout de pénaliser les petits propriétaires et, au bout du compte, les locataires à qui on va refiler une partie de la facture. D'autres font aussi valoir qu'on se trompe de cible: les grands consommateurs d'eau, à Montréal, ne sont pas les citoyens ordinaires, mais bien les grandes entreprises et les institutions gouvernementales (hôpitaux, écoles, etc.).

Quoi qu'il en soit, au comité de transition, on s'attend à ce que près

du quart des Montréalais — principalement les propriétaires de multiplex — ne profitent pas de la baisse du taux d'imposition foncière. Plusieurs vont même subir une hausse de leur impôt foncier... et ce, même si la fusion des 28 villes avait pour objectif de soulager les Montréalais déjà étranglés par la fiscalité!

## Des exemples

Les modifications vont surtout avantager les propriétaires de cottages et de bungalows. D'une valeur moyenne de 139 700 \$, ces résidences valent à leurs propriétaires des comptes de taxes de 2780 \$ au taux actuel. À un taux de 1,86, leur compte va diminuer à 2598 \$, soit

une économie de 182 \$ à laquelle il faudra toutefois retrancher les 75 \$ de taxe d'eau. Économie nette: 107 \$.

Les propriétaires de condos peuvent aussi pavoiser: leur impôt foncier (basé sur une évaluation moyenne de 95 900 \$) s'élève présentement à 1908 \$; il sera diminué à 1783 \$ à compter de janvier, pour une économie nette de 50 \$.

Le propriétaire d'un duplex (évaluation moyenne: 141 000 \$) s'en tire lui aussi à bon compte. Son impôt foncier, qui atteignait 2805 \$ en 2001, ne lui coûtera plus que 2622 \$ avec la baisse de 6,5 %. Une économie nette de 33 \$ (puisque la taxe d'eau, dans ce cas, monte à 150 \$).

Pour le propriétaire d'un triplex (évaluation moyenne: 163 000 \$), la situation est moins rose. Au taux actuel de 1,99, ce dernier payait 3243 \$ à la Ville. Avec le nouveau taux, son compte s'élèvera désormais à 3031 \$, une baisse de 212 \$... qui sera vite oubliée puisque la taxe d'eau lui coûtera 225 \$. Économie nette: -13 \$.

Et ainsi de suite: plus on a de logements, plus le compte de taxes va grimper.

Évidemment, la nouvelle mesure va avantager (ou affecter) surtout les résidents de l'ancienne ville de Montréal, qui comptent pour plus de 55 % de la population de la nouvelle mégapole. Mais les citoyens d'Outremont, Westmount et

Dorval, qui ne payaient pas de taxe d'eau, seront aussi pénalisés par le nouveau tarif.

D'autre part, comme on s'y attendait, le budget de la nouvelle ville proposera des taux d'imposition foncière très disparates d'un arrondissement à l'autre (de 1,25 par 100 \$ d'évaluation à Westmount à 2,10 à Verdun), à l'exception des neuf arrondissements de l'ancienne ville de Montréal qui vont tous récolter le même taux, 1,86.

Le budget de la nouvelle ville de Montréal sera présenté lundi prochain au cours d'une assemblée extraordinaire du nouveau conseil municipal, auquel siègera pour la première fois le nouveau maire de la métropole, Gérald Tremblay.

## TERREUR

Suite de la page A1

Sayed Tabibi, secrétaire de l'Association des résidents afghans du pays, était furieux: « L'Alliance du Nord avait promis de ne pas entrer dans Kaboul. Mais ses dirigeants ont brisé leur promesse, comme ils l'avaient fait après la chute du régime communiste. »

L'Alliance du Nord est composée de plusieurs factions rivales qui se sont livrées une lutte sans merci pour s'emparer du pouvoir après le retrait des troupes soviétiques. La guerre civile a fait 60 000 morts à Kaboul et a ruiné la capitale. « Il y a six ans, les factions se sont féroce-ment battues entre elles, souligne M. Tabibi. Je peux vous assurer qu'elles continueront à se battre, maintenant qu'elles ont défait les talibans. »

En 1996, les talibans avaient été accueillis avec soulagement par de nombreux Afghans, puisqu'ils avaient réussi à désarmer les factions rivales et à ramener — d'une main de fer — une certaine stabilité politique au pays.

M. Tabibi se réjouit de la défaite des talibans, mais affirme que l'Alliance du Nord fait autant partie du problème. D'ailleurs, ce n'est pas une alliance, dit-il, « particulièrement depuis la mort de leur leader charismatique, Ahmed Shah Massoud », assassiné deux jours avant les attentats contre New York et Washington. « Massoud avait un certain contrôle, mais depuis qu'il est mort, personne ne peut diriger cette armée. »

Les inquiétudes de M. Tabibi ont trouvé écho aux Nations unies, où le haut-commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson, a rappelé que les prises de territoires en Afghanistan ont donné lieu à « de terribles massacres de civils, des viols de femmes et des mesures de représailles destructrices » au cours des dernières années. M<sup>me</sup> Robinson a fait état de pillages de l'aide humanitaire à Kaboul et a dit craindre que la « situation empire ».

L'organisme Human Rights Watch a dressé une liste des anciens dirigeants et des chefs actuels de l'Alliance soupçonnés d'atteintes aux droits de l'homme, de meurtres, de viols et de torture. La présence de nombreux journalistes étrangers prévient peut-être un bain de sang à Kaboul, mais déjà, des rapports non confirmés font état de massacres à Mazar-e-Charif, une ville tombée vendredi aux mains de l'Alliance, mais où aucun observateur indépendant n'a encore été admis.

Le premier ministre britannique, Tony Blair, a affirmé que la présence des Nations unies était requise « aussitôt que possible » en Afghanistan pour remplir le vide politique laissé par les talibans. « Cette fois, nous ne vous laisserons pas tomber », a promis M. Blair au peuple afghan. Il a toutefois ajouté que la campagne militaire ne prendra fin qu'après l'élimination du réseau terroriste d'Oussama ben Laden.

Les prochains jours seront cruciaux pour l'avenir de l'Afghanistan, qui risque de sombrer dans le chaos si la coalition internationale ne parvient pas à former un gouvernement représentant l'ensemble des groupes ethniques du pays.

Les efforts diplomatiques de Londres et de Washington ont échoué jusqu'à maintenant, mais la chute de Kaboul rend la recherche d'une solution encore plus urgente. « Nous devons agir maintenant, dit M. Tabibi. Si nous ne saisissons pas cette chance, l'Afghanistan sera plongé dans une autre guerre civile. »

Vendredi, le président des États-Unis George Bush avait exhorté l'Alliance du Nord à rester hors de la capitale jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit formé pour remplacer les talibans. Mais l'Alliance a ignoré cette demande, prétextant que l'évacuation inattendue des talibans avait rendu nécessaire son entrée dans la ville pour maintenir l'ordre public.

Les habitants de Kaboul ont entendu de la musique dans leurs rues pour la première fois en cinq ans. Mais l'avenir de l'Afghanistan reste glauque. Des centaines de milliers de personnes ont fui la sécheresse et les frappes américaines. L'hiver commence. Les réfugiés manquent de tout. Et pour le tiers des enfants du pays, l'heure n'est pas à faire voler un cerf-volant, mais à survivre.

MISS PROTOCOLE™  
OR BLANC 18 CT BRACELET  
INTERCHANGEABLE

PIAGET

GENÈVE 1974

CHÂTEAU D'IVOIRE  
2020 rue de la Montagne 845-4651

# LA CHUTE DE KABOUL



**BUFFET ET SERVICE DE TRAITEUR RAPIDE ET EXQUIS**

- Boîte à lunch
- Réunions d'affaires
- Fêtes familiales

**(514) 489-9013**



Un Afghan croise le cadavre d'un combattant taliban en poussant sa bicyclette sur la route menant à Kaboul. La capitale de l'Afghanistan a été abandonnée après 37 jours consécutifs de frappes aériennes. Photo AP

## L'étape Kaboul

DANIEL LEMAY

**La ville de Kaboul n'est pas tombée. Elle n'a pas été prise par l'Alliance du Nord. Elle a été abandonnée par les talibans affaiblis par 37 jours consécutifs de bombardements aériens.**

Bombardements « préparatoires », dans le jargon militaire. Préparatoires à une avance sur le terrain que l'Alliance, campée à 30 milles de Kaboul depuis cinq ans, a transformée en entrée triomphale dans la capitale libérée. Sans suivre le scénario américain (qui prévoyait la formation d'un gouvernement transitoire avant la « chute » de la capitale).

Et sans tirer un coup de feu, sauf les rafales des exécutions sommaires que George W. Bush a voulu minimiser hier en conférence de presse commune avec Vladimir Poutine. En laissant entendre que le régime d'oppression des talibans pouvait difficilement provoquer une autre réaction, le président américain a promis de demander aux commandants de l'Alliance « de faire preuve de retenue »...

Le fait est que les « conseillers » militaires américains ne peuvent rien contre les crimes de leurs alliés de l'Alliance, toujours reconnue par les Nations unies comme le dépositaire du pouvoir légitime en Afghanistan. « La guerre est la rencontre de tous les démons », dira le général Wesley Clark à CNN.

La retraite des talibans est « peut-être une bonne décision tactique », a pour sa part déclaré le président russe Poutine avant de souligner qu'ils n'avaient pas « disparu ». En effet, que risquaient les talibans en s'accrochant à Kaboul alors que leurs troupes fuyaient les régions du Nord plus vite que l'Alliance pouvait les oc-

cuper? Ils risquaient l'encerclement et un siège qu'ils se savaient incapables de briser bien qu'ils aient pu résister un moment, protégés des bombardements par la présence de la population civile. Ils n'auraient pas voulu tester trop avant leur « bouclier humain ».

Certains les voient se replier sur Kandahar, « leur » capitale, pour se regrouper. Difficile, car la moindre concentration de troupes et de matériel leur amènera le feu du ciel. Il semble aussi que l'Alliance, flairant le sang, ne leur laissera pas le temps. Plus probablement, les talibans (qui le sont encore...) gagneront les montagnes du Sud pour mener une guérilla sainte, déjà annoncée par leur leader Omar il y a deux mois. Raids, tactiques de harcèlement, guerre de « nuisance » contre l'Alliance qui voudra peut-être alors rester dans le Nord...

Que s'est-il donc passé pour que la résistance talibane, qualifiée de « forte » par le Pentagone il y a une semaine encore, s'écroule complètement en moins de 72 heures?

Revoiyons la campagne. Après quelques jours, l'aviation américaine a le contrôle du ciel afghan et s'applique à détruire les quelques cibles infrastructures qui tiennent encore, dans un pays en guerre depuis plus de 20 ans. Ces cibles viennent vite à manquer et le Pentagone le reconnaît : il n'y a plus rien à détruire.

Pendant ce temps, l'Alliance du Nord réclame des bombardements sur les lignes talibanes au nord de Kaboul. Ils tarderont à venir et la presse américaine, avide de « résultats », commencera à s'impatienter. Pourtant, résultats il y a, même s'ils ne sont pas aussi spectaculaires que la force de frappe américaine peut le laisser supposer. Difficultés de communications, défections dans les rangs et chez les commandants subalternes talibans : le moral est sapé. L'issue certaine. Combien de temps?

Pendant ce temps, des équipes des Forces spéciales américaines et britanniques ont pris le terrain et commencent à travailler avec les unités de l'Alliance. Qui n'en a souvent que le nom, ne l'oublions pas, d'où la prudence pentagonale à leur égard.

La mission des Forces spéciales : avec les renseignements recueillis sur le terrain — cette fameuse *humint* pour *human intelligence*, qui faisait cruellement défaut aux Américains au début de la campagne —, déterminer les cibles tactiques dans chaque secteur. C'est le début de la phase « ici et maintenant » de la guerre. Au sol, les contrôleurs aériens avancés (Forward Air Controllers) reconnaissent les cibles et guident eux-mêmes les bombes « intelligentes » lancées par les chasseurs et les bombardiers. Ici une casemate, là un tank camouflé.

De très haut, les B-52 tapissent les positions talibanes de milliers de tonnes de bombes, « stupides » celles-là, mais non moins meurtrières. Jour après jour après jour. Après les « carpet bombings », chaque véhicule est poivré par la chasse américaine, et la moindre concentration de troupes susceptible de voir apparaître un chasseur d'appui au sol ou un hélicoptère de combat. Sans la moindre chance de se défendre.

Les ordres n'arrivent plus, les rations non plus. Manque de munitions, manque d'eau, manque d'essence et d'aspirine. Les pertes talibanes s'alourdissent, les déflections montent jusqu'au haut de la hiérarchie qui abandonne dans leurs malheureuses tranchées autant les jeunes combattants talibans que les mercenaires de la guerre sainte — Arabes, Pakistanais, Tchétchènes.

Kaboul en fête peut être une étape trompeuse. La ville n'est pas tombée et Oussama ben Laden est toujours assis dans la montagne. Laquelle? Et qui ira le chercher?

### LA DÉROUTE DES TALIBANS



**Avant le conflit**  
Zone contrôlée par l'Alliance du Nord au début de septembre



**9 et 10 novembre**  
L'Alliance du Nord lance son offensive vers Mazar-e-Charif



**11 et 12 novembre**  
Mazar-e-Charif tombe aux mains de l'Alliance qui pousse jusqu'à Herat



**13 novembre**  
Les talibans abandonnent Kaboul à l'Alliance qui prend aussi Jalalabad

Source: AFP

## Où va la guerre en Afghanistan?

**Q** La chute de Kaboul signifie-t-elle la fin prochaine de l'intervention américaine en Afghanistan?

**R** C'est peu probable parce que les talibans ont abandonné les villes sans être défaits militairement. Ils ne se sont pas rendus, mais se sont repliés dans des régions plus difficile d'accès d'où l'Alliance du Nord et les bombardiers américains auront fort à faire pour les déloger.

**Q** Qu'arrive-t-il d'Oussama ben Laden? Les Américains continueront-ils de le pourchasser?

**R** Les Américains n'ont pas encore trouvé le repaire de ben Laden et affirment qu'ils sont encore à sa recherche. On soupçonne qu'il se trouve dans la région de Kandahar avec ses fidèles d'Al-Qaeda et des talibans.

**Q** L'Alliance du nord a pris Kaboul. Qui compose cette Alliance?

**R** L'Alliance du Nord est un regroupement de moudjahidines issus des différentes factions qui ont combattu les troupes soviétiques jusqu'à leur retrait en 1989. Ils ont ensuite basculé dans la guerre civile au début des années 1990, avant d'être délogés par les talibans, issus de la communauté pachtoune. Les hommes de l'Alliance sont surtout d'origine ouzbek, tadjike et hazara, trois communautés minoritaires en Afghanistan, mais qui regroupées, représentent environ 60 % de la population. Les Pachtoune, qui forment l'autre 40 %, sont absents de cette alliance.

**Q** Les Américains avaient-ils mandé à l'Alliance d'attendre un peu avant de prendre Kaboul. Pourquoi?

**R** Les Américains voulaient d'abord mettre au point un gouvernement de grande coalition. Ils craignaient aussi que les troupes de l'Alliance se conduisent à Kaboul aussi sauvagement qu'elles l'avaient fait au cours de la guerre civile. Elles avaient alors bombardé la capitale pendant des mois, pillé

la ville et multiplié les exécutions sommaires.

**Q** Les Afghans peuvent-ils espérer un retour à la stabilité politique et militaire?

**R** Le retour à la stabilité politique et militaire n'est pas pour demain. Les Afghans le savent parce que les différentes factions en présence ont été incapables de s'entendre jusqu'à ce jour sur la formation d'un gouvernement provisoire. Sur le plan militaire, les talibans n'ont pas encore dit leur dernier mot et les Arabes qui entourent ben Laden n'ont aucune raison de déposer les armes tant que leur chef poursuivra la lutte.

**Q** Qui sont les personnages les mieux placés pour prendre le contrôle de l'Afghanistan?

**R** Le seul personnage que l'on imaginait susceptible de faire l'unité des Afghans est l'ancien roi Zaher Shah qui vit en exil depuis près de 30 ans. Les Américains souhaitent le voir reprendre du service pour con-

voquer une assemblée constituante réunissant des représentants de tous les groupes ethniques du pays.

**Q** Les talibans poursuivront-ils la guerre civile en se réfugiant dans le sud du pays?

**R** Tout porte à croire que les talibans refuseront de se rendre, surtout si une éventuelle coalition ne tient pas compte des Pachtoune. Les rivalités étrangères (Pakistan, États-Unis, Russie, Iran, Arabie Saoudite) risquent aussi de continuer à jeter de l'huile sur le feu.

**Q** L'ONU pourrait-elle assurer le maintien de la paix à Kaboul? Et si oui, des soldats canadiens pourraient-ils se retrouver sur le terrain?

**R** Avant d'envoyer des Casques bleus en Afghanistan, l'ONU voudra s'assurer que les forces en présence sont disposées à faire la paix. En ce cas, des soldats canadiens de la paix pourraient bien se retrouver en sol afghan.

## LA CHUTE DE KABOUL

## KABOUL

Suite de la page A1

Interrogé sur des rapports de l'ONU faisant état d'atrocités après la conquête de Mazar-e-Charif, Donald Rumsfeld a, lui, déclaré ne pas avoir de preuves. « Je pense que lorsque cela sera fini, on verra qu'il s'agira sans doute du changement de pouvoir avec le moins de morts » dans l'histoire sanglante de l'Afghanistan, a-t-il dit. Il a fait état de la présence d'un « très petit nombre de soldats américains » à Kaboul, qui ne sont pas en mesure de faire la police pour empêcher des incidents.

Les avancées de l'Alliance du Nord (opposition armée), qui en cinq jours a conquis la moitié du pays et repoussé les talibans vers leur fief de Kandahar (Sud), ont pris de court la coalition internationale antiterroriste dirigée par les États-Unis.

Nul ne prévoyait que, cinq semaines seulement après le début de la campagne militaire américaine, les opposants afghans seraient de retour à Kaboul, d'où ils avaient été chassés en 1996 par les miliciens islamistes.

Dans l'urgence, les grandes puissances ainsi que les pays voisins de l'Afghanistan se sont donc tournés vers l'ONU pour qu'un gouvernement d'union soit formé sous son égide.

Le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, a annoncé hier que toutes les factions afghanes allaient être invitées par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan à une conférence et qu'un haut responsable de l'ONU allait se rendre à Kaboul dès que possible.

Il a présenté au Conseil de sécurité un plan de transition incluant notamment le déploiement d'une force internationale pour aider l'Afghanistan à se doter d'un gouvernement provisoire, soulignant la nécessité d'une « sécurité réelle et durable ». Mais le projet reste encore vague.

À Kaboul, le ministre des Affaires étrangères de l'Alliance du Nord, Abdullah Abdullah, a invité « tous les groupes afghans » à venir dans la capitale pour des négociations sur un futur gouvernement.

Mais il a rejeté tout rôle de pays étrangers dans la formation de ce gouvernement. « Le futur gouvernement de l'Afghanistan ne peut être formé par des forces étrangères, mais la présence des Nations unies est bien sûr nécessaire », a-t-il ajouté.

Le Pakistan a demandé à l'ONU que Kaboul soit placée sous un statut international. « Kaboul devrait rester une zone démilitarisée placée sous le contrôle des Nations unies ou d'une force multinationale approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères, Aziz Ahmed Khan. Le président russe, Vladimir Poutine, a également souligné à Washington où il se trouvait en visite officielle la nécessité de « contrôler la situation » en Afghanistan.

MM. Bush et Poutine ont estimé que les talibans ne pouvaient avoir place « en tant que mouvement » dans les institutions futures de l'Afghanistan, tandis que le président des États-Unis a signé un ordre permettant le jugement de terroristes présumés par une cour militaire spéciale.

Dans la journée d'hier, l'Alliance du Nord a consolidé son emprise sur la capitale afghane, plaçant la ville sous l'autorité d'un conseil militaire et de sécurité, sous la responsabilité du général Mohammad Quassim Fahim.

Dans le même temps, l'Alliance, qui rassemble avant tout des ethnies minoritaires comme les Tadjiks et les Ouzbeks, a multiplié les messages conciliants à l'intention de la communauté internationale.

Pour la première fois depuis cinq ans, la radio afghane a recommencé à diffuser de la musique et une voix féminine a pu être entendue sur les ondes.

L'Alliance du Nord a annoncé que les femmes afghanes pouvaient désormais retourner travailler et que l'école était à nouveau ouverte aux filles.

Les talibans, qui apparaissaient en pleine déroute, ont pris la direction de Kandahar, leur fief du sud de l'Afghanistan, où réside leur chef suprême, le mollah Mohammad Omar, et où se cache peut-être Oussama ben Laden, recherché par Washington pour les attentats du 11 septembre.

La prise de Kaboul n'a pas ralenti le rouleau compresseur de l'Alliance du Nord, qui a annoncé dans l'après-midi la prise d'un aéroport de la province de Kandahar, ainsi que la chute de cinq nouvelles provinces dans le centre et l'est du pays.

Les talibans ont démenti ces informations et le mollah Omar a demandé à ses troupes, dans un appel radio de Kandahar, de « résister et de combattre ». Cependant, au moins 200 combattants talibans se sont mutinés à Kandahar et des combats ont éclaté aux alentours de l'aéroport de la ville, a expliqué un responsable taliban à Chaman, sur la frontière pakistanaise.

Les alliés extérieurs du régime taliban ont qualifié le retrait surprise des miliciens islamistes de Kaboul de retrait stratégique destinés à lancer leurs combattants dans une guérilla dans les montagnes du pays et dans leur fief de Kandahar.

## L'armée sera chargée de juger les terroristes

Le président Bush a signé un ordre permettant le jugement de terroristes présumés par une cour militaire spéciale

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président américain George W. Bush a signé hier un ordre permettant le jugement de terroristes allégués, de nationalité étrangère, par une cour militaire spéciale et non de juridictions civiles, a annoncé le Maison Blanche.

« Il (Bush) a signé aujourd'hui un ordre militaire qui lui donne un outil supplémentaire dans la guerre au terrorisme et pour traduire les terroristes en justice », a déclaré Anne Womack, porte-parole de la présidence.

Cet ordre permet au président de donner instruction au secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, de créer une commission militaire spéciale pour juger les terroristes présumés.

L'ordre vise « tout individu qui n'est pas un citoyen américain », qui est ou a été membre du réseau Al-Qaeda, qui a participé ou a cherché à participer à des actes terroristes ou a aidé de tels suspects.

Il précise que de tels individus doivent être arrêtés et traduits devant un tribunal militaire afin que les États-Unis puissent garantir la sécurité de leurs citoyens et de ceux des pays qui se sont engagés au côté de Washington dans la guerre globale contre le terrorisme.



Le président Bush et son épouse Laura, accompagnés de leurs chiens Spot et Barney, à leur arrivée au Texas où le chef d'État américain doit rencontrer le président russe, Vladimir Poutine.

« Il pourrait s'avérer très difficile de juger un terroriste très haut placé, par exemple quelqu'un comme Oussama ben Laden, devant un tribunal civil ordinaire aux États-Unis et d'assurer la sécurité des personnes impliquées dans un tel procès », a déclaré, pour expliquer cette décision, un responsable de l'administration américaine sous couvert d'anonymat.

De plus, devant une juridiction

militaire, « il est plus facile de protéger des sources et techniques d'enquête, alors que certaines des pièces à convictions seront extrêmement sensibles et ne devraient pas être publiquement révélées », a ce responsable.

L'ordre du président Bush précise qu'il « n'est pas réalisable d'appliquer dans ces instances militaires les principes légaux et les règles de preuve généralement re-

connus lors de procès criminels dans les tribunaux fédéraux américains ».

Le secrétaire à la Défense est autorisé à détenir les suspects « dans un lieu approprié... hors des États-Unis ou aux États-Unis, où ils doivent être « traités humainement » et être libres de pratiquer leur religion.

Il est aussi chargé de définir les procédures dans ces instances militaires, notamment les règles de conduite, les modes de preuve, la compétence des avocats et les peines, « dont la prison à vie ou la mort ».

Deux tiers des membres du tribunal militaire doivent être d'accord sur la culpabilité et la sentence, et une majorité des membres doivent être présents pour la tenue du procès.

L'ordre du président précise que les personnes traduites devant le tribunal militaire ne disposent d'aucun recours possible devant une autre juridiction américaine, étrangère ou internationale.

Le président Bush a affiché à de nombreuses reprises son intention de voir traduire en justice Oussama ben Laden, chef du réseau Al-Qaeda et considéré par Washington comme l'instigateur des attentats du 11 septembre.

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

# À quand une guerre sans violence?

Saviez-vous la dernière ? Il paraît que la lutte contre le terrorisme crée un climat favorable à la violence conjugale. Pas à Kaboul : ici même. C'est Lorraine Pagé qui l'a dit.

M<sup>me</sup> Pagé présidait une commission qui a remis dimanche un rapport au Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale. La commission a rencontré des victimes de violence et des gens qui les aident.

Elle a produit un rapport de 12 pages qui souligne la gravité du problème et tente de trouver des moyens de gagner cette « course à obstacles » qu'est la lutte contre la violence dans les couples.

Le groupe commence son rapport en exprimant sa « profonde inquiétude dans le contexte actuel à la suite des attentats du 11 septembre ».

Le rapport, s'il vous plaît, entre les attentats terroristes et la violence conjugale ? « Notre monde est depuis résolument engagé dans une valorisation des rapports de vengeance, de domination et de contrôle qui constitue, à notre avis, une inquiétante dérive qui consacre la violence comme moyen de règlement des conflits. Nous ne doutons pas que cette situation qui confronte l'ensemble de la planète a un effet jusque dans la nature des rapports que les personnes entretiennent entre elles. »

Il me semble que le problème de la violence dans les familles est assez compliqué, assez lourd, assez dramatique, sans vouloir l'accrocher à la lutte contre le terrorisme.

Mais au fond, l'idée est excellente, puisqu'il y a effectivement un rapprochement à faire entre les deux

phénomènes. Pas parce que l'un influence l'autre, comme le disent les auteurs. Mais parce que dans les deux cas, il existe un usage légitime de la violence... pour empêcher la violence.

Les auteurs du rapport veulent nous dire que quand on est contre la violence, on est contre toutes les violences comme moyen de régler les conflits.

C'est pourquoi les auteurs disent adhérer « sans réserve » au concept de la « tolérance zéro » envers la violence conjugale. Qui voudrait la « tolérer », en effet ?

Si je puis me permettre, pourquoi ce qui est bon pour la violence envers les femmes et les enfants ne l'est pas quand il s'agit de terrorisme ? N'est-ce pas une politique de « tolérance zéro » à l'égard du terrorisme qui est à l'oeuvre présentement ?

Il paraît que ben Laden a accès ou tente d'avoir accès à des armes nucléaires. N'est-ce pas une menace de violence ? N'est-ce pas un motif légitime de mobilisation, d'action et, finalement, de légitime défense ?

Mais il paraît que « notre monde est engagé dans une valorisation des rapports de vengeance ».

Est-ce un acte de vengeance que d'arrêter un homme qui bat sa femme ? C'est un acte de violence, à coup sûr, puisqu'il s'agit de l'utilisation de la force contre une personne pour l'empêcher de continuer à s'en prendre à quelqu'un. Mais une violence parfaitement justifiée.

La loi reconnaît depuis toujours le droit de chacun d'utiliser une force raisonnable pour se soustraire à une attaque. On reconnaît même depuis une dizaine d'années au



Canada une défense fondée sur le syndrome de la femme battue dans des affaires d'homicide.

Il y a, en effet, des conflits qui ne peuvent pas se régler

pacifiquement. Le reconnaître n'est pas faire l'apologie de la vengeance ou de la violence.

■ ■ ■

En passant, « notre monde » n'est pas engagé dans une spirale d'apologie de la vengeance ou de la violence. C'est tout le contraire. Toutes les études sérieuses nous disent que la violence n'augmente pas ; elle aurait plutôt tendance à diminuer. On en parle davantage, toutefois, précisément parce qu'on la tolère moins.

Les auteurs reconnaissent « le chemin parcouru » au Québec, mais en appellent néanmoins aux ministères, aux garderies et aux écoles pour promouvoir les rapports égalitaires.

On est bien d'accord. Difficile d'en faire trop. Mais, savez-vous quoi ? Il y a longtemps qu'on en est là. Il suffit d'ouvrir un livre d'école, de visiter une école primaire ou une garderie pour s'en rendre compte : tous les messages ont été polis et repolis pour qu'aucune apparence de discrimination ne surgisse. La moindre manifestation de violence est réprimée.

La police, de son côté, applique depuis plusieurs années, et avec zèle, une politique de tolérance zéro qui a mené, parfois, à d'autres sortes d'abus.

Il est donc faux de prétendre, comme le conclut globalement le document, que l'État n'agit pas. Le fond de l'affaire est budgétaire. Il est vrai que les centres d'aide aux femmes sont sous-financés. Que les services dans plusieurs régions sont déficients. Que bien des « intervenantes » sont mal payées.

Mais de là à accuser l'État de discrimination, de là à mettre le gouvernement en demeure de « répondre aux besoins de protection des femmes contre cette violence » sous peine d'intenter contre lui un recours collectif, il y a une sacrée marge.

S'il faut aller devant les tribunaux pour régler le partage des ressources destinées à soulager les problèmes sociaux, on n'est pas sorti du palais. Les enfants qui attendent les services de la DPJ, les malades dans les hôpitaux, les vieillards abandonnés ont, à ce compte-là, une très bonne cause.

Et qu'aura-t-on fait avancer, après tout ça ? La cause est suffisamment bonne. Quel est le besoin de la transformer en affaire judiciaire, où l'on débattrait de points de droit en pure perte ? Quelle est l'utilité de la lier, artificiellement, à la lutte contre le terrorisme, et même à la mondialisation — qui paraît-il met les femmes en danger ?

Si c'est d'argent qu'il s'agit, avançons des chiffres.

Oh, en passant, les auteurs ont rencontré 17 victimes de violence. Pas une seule n'est citée. Aucun cas n'est décrit. Tiens donc. Sensibiliser par l'exemple, ce n'est pourtant pas si bête. Mais peut-être le rapport s'adressait-il d'abord aux « intervenantes ».

## LA CHUTE DE KABOUL

# Chrétien songe à dissoudre le cabinet de guerre

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA— Le premier ministre Jean Chrétien compte dissoudre le cabinet de guerre qu'il a créé pour coordonner les efforts du gouvernement fédéral dans la lutte contre le terrorisme au moment même où 2000 soldats canadiens sont en route vers l'Afghanistan.

M. Chrétien, qui a confié la présidence du cabinet de guerre au ministre des Affaires étrangères John Manley, estime que le comité mis sur pied il y a six semaines environ n'a plus sa raison d'être puisqu'il a déjà accompli l'essentiel de son travail, selon des informations qui circulent dans la capitale fédérale.

Les partis d'opposition à la

Chambre des communes n'ont pas tardé hier à dénoncer cette décision imminente du premier ministre qui devrait être confirmée le mois prochain.

Tant le Parti conservateur que l'Alliance canadienne ont soutenu que la guerre au terrorisme est loin d'être terminée, même si l'Alliance du Nord s'est emparée de la capitale de l'Afghanistan, Kaboul, au cours des dernières heures.

Ils ont aussi fait valoir qu'Ousama ben Laden, le principal suspect des attentats du 11 septembre, ainsi que les membres de son réseau terroriste Al-Qaeda, n'ont pas encore été capturés, tandis que le régime taliban n'a pas encore été totalement chassé du pouvoir en Afghanistan.

Enfin, ils ont affirmé que

d'autres attentats terroristes pourraient être perpétrés au cours des prochains mois si la guerre en Afghanistan devait traîner en longueur et que le Canada pourrait être affecté si ben Laden et son réseau réussissent à mettre la main sur des armes nucléaires.

En entrevue à *La Presse*, hier, le chef du Parti conservateur, Joe Clark, a soutenu hier que M. Chrétien commettra une grave erreur en dissolvant son cabinet de guerre, estimant que le gouvernement fédéral a plus que jamais besoin de coordonner ses activités en matière de lutte contre le terrorisme.

« Nous sommes confrontés à une menace terroriste suffisamment importante pour que le Canada envoie 2000 soldats à l'étranger. Dissoudre le comité de sécurité ne

pourrait survenir à un pire moment à mes yeux », a déclaré M. Clark.

À l'origine, M. Chrétien avait trois objectifs en tête lorsqu'il a mis sur pied le cabinet de guerre : remédier aux lacunes qui existent en matière d'immigration, de sécurité du pays et de service de renseignements ; rédiger un projet de loi antiterrorisme ; et proposer de nouvelles politiques pertinentes à la suite des événements tragiques du 11 septembre.

Mais selon M. Clark, qui a récemment proposé la création d'un superministère de la Sécurité intérieure afin de lutter contre le terrorisme, le gouvernement Chrétien n'a toujours pas adopté un plan de sécurité valable et l'idée de créer un périmètre de sécurité à l'échelle du continent nord-américain n'a

toujours pas été débattue adéquatement.

Hier, un proche conseiller du ministre Manley, qui a requis l'anonymat, a indiqué qu'il incombe au premier ministre Chrétien de décider s'il prolonge ou non le mandat du comité ministériel.

« Initialement, le mandat qu'a reçu le ministre était de soumettre un rapport au premier ministre avant la fin de décembre. Pour le moment, le mandat doit donc se terminer en décembre, après que le ministre aura soumis son rapport sur tout ce qui a été fait depuis les attentats du 11 septembre », a déclaré le conseiller.

Outre M. Manley, le cabinet de guerre est composé de neuf autres ministres.

# Les ONG font montre de prudence avant de retourner en Afghanistan

MATHIEU PERREAULT

LA PERCÉE DES FORCES de l'Alliance du Nord, qui a repris les villes de Mazar-e-Charif, Hérat et Kaboul, fait miroiter aux organismes d'aide humanitaire un retour en Afghanistan. Mais les ONG ne s'y jetteront pas les yeux fermés.

Médecins sans frontières a ainsi envoyé hier une équipe de quatre personnes — un médecin, une infirmière, un administrateur et un logisticien — à Kaboul, pour évaluer les besoins et la sécurité dans la capitale afghane. Cette équipe a emprunté la vallée du Panshir, château fort de l'Alliance du Nord.

« Nous n'avons pas encore eu de contact avec nos gens à Kaboul », a déclaré d'Islamabad Irvin Van'tland, porte-parole de MSF. « Nous avons par contre repris contact avec nos employés afghans de Mazar-e-Charif, qui nous ont rapporté que la situation est encore confuse. C'est probablement pareil à Kaboul. »

Par contre, les bureaux de MSF à Herat ont rapporté que la ville est « calme », a dit M. Van'tland. « Ça tombe bien, parce que l'ONU a annoncé que plusieurs réfugiés qui s'étaient établis en Iran retournent en Afghanistan, vers Hérat. »

Des centaines d'employés afghans des ONG ont pu continuer le travail après que les Occidentaux eurent quitté le pays en prévision de l'attaque américaine. Mais les télécommunications ont été pratiquement interrompues parce que les talibans voulaient éviter l'espionnage.

### Combats de rue et mines

Les combats dans la région de Mazar-e-Charif compliquent passa-

blement la donne pour l'aide humanitaire. « Il y a des besoins criants à Mazar », a indiqué à *La Presse* le porte-parole d'Oxfam International à Islamabad, James Gilif. « Même si beaucoup d'habitants avaient déserté la ville, d'autres réfugiés sont venus s'y abriter. »

D'autres ONG comptent sur Mazar pour acheminer leurs vivres. L'organisme français Solidarités, très actif en Afghanistan, enverra « demain ou après-demain trois ou quatre personnes » faire une « évaluation sécuritaire » de la ville, conquise cette fin de semaine après deux semaines de combats dans la banlieue, explique le porte-parole Alexandre Le Clézio, joint à Paris. « Si ça va, nous enverrons des convois à destination de Mazar à partir du Pakistan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. »

Oxfam, pour sa part, n'a pas encore arrêté ses plans de retour en Afghanistan, selon son porte-parole James Gilif. Mais l'organisme suit de près la situation. « Nous avons eu des rapports non confirmés de combats de rue à Mazar, a dit M. Gilif.

On parle notamment d'un incident où 100 jeunes recrues ont été tuées dans une école. « La ville n'est pas encore sûre. Et la situation est très changeante. Nous croyons aussi qu'il y a toujours des combats au nord-ouest. »

L'ONU a ainsi averti hier les réfugiés afghans au Pakistan qu'un retour est encore trop dangereux pour le moment, selon M. Gilif. « Il y a beaucoup plus de champs de mines non répertoriés qu'avant. Et il y a toutes ces bombes qui n'ont pas explosé en arrivant au sol. »

CONTEMPORAINE®



La robe crinoline  
éclat d'or

Organdi scintillant, vapoureux pour une longue robe licou légère, avec coutures découpées. Écharpe coordonnée. 2 à 14... 295.00

la maison

QUÉBEC | PLACE STE-FOY | GALERIES DE LA CAPITALE | VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL | 977 RUE STE-CATHERINE O. | PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE | CARREFOUR DE L'ESTRIE

## LA CHUTE DE KABOUL

## Kaboul libérée sur fond de musique interdite

SAID MOHAMMAD AZAM  
et HUGH BARNES  
Agence France-Presse

KABOUL — Ils sont descendus dans les rues par dizaines de milliers, ont vidé les prisons des talibans, ont prié et se sont réjouis au son de la musique interdite il y a 24 heures encore : Kaboul a été libérée hier du joug taliban.

Les foules ont crié « Allah u akbar » (Dieu est grand) alors que les troupes de l'Alliance du Nord entraient dans la ville, donnant le signal des célébrations de la fin de cinq années du très austère régime des talibans.

Des turbans noirs, symbole des talibans, ont été accrochés au quartier général de la police de la capitale, juste après l'entrée des forces de sécurité de l'Alliance.

Le triomphe de cette coalition d'opposants n'a guère fait couler le sang, si ce n'est celui de derniers talibans et de quelques farouches combattants arabes abattus dans le quartier de Share Naw. Selon un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), une vingtaine de corps pourraient se trouver dans ce quartier.

L'équivalent de plusieurs millions de dollars, en différentes devises, a disparu dans la matinée du marché aux changes Shara-e-Shazada de Kaboul. Ce vol a porté un coup sévère à l'économie locale, faisant disparaître les économies de nombreux Kabouli — ce marché servait aussi de banque.

« Même les ordinateurs, les tapis et les théières ont été volés. C'est un crime contre l'Afghanistan, les Afghans et contre l'islam », déclarait Haji Amin Jan Khosti, chef du marché aux changes.

Selon des résidents, des hommes en armes ont également pillé la banque centrale et chargé des véhicules de billets. Les témoins se sont gardés d'accuser soit les talibans sur le départ, soit les membres de l'Alliance du Nord arrivant en ville.

Trois cent soixante prisonniers ont été libérés, ainsi que les détenus de la très stricte police religieuse du régime, dépendant du ministère pour la promotion de la vertu et la prévention du vice (PVPV).

Pour la plupart des Kabouli, la joie n'était pas tant liée à l'arrivée des nouveaux maîtres de la ville, mais plutôt au départ des miliciens fondamentalistes. Les talibans



Les talibans partis, la population de Kaboul pille les entrepôts des anciens maîtres des lieux.

avaient imposé une version très austère du code islamique, prévoyant notamment d'empêcher l'accès des femmes à l'éducation, d'obliger les hommes à porter la barbe, et interdisant la musique et la télévision.

Mais chacun s'interrogeait en ce jour de liesse sur les risques de désordre et d'anarchie qui existaient il y a quelques années lorsque les mêmes coalisés de l'Alliance du Nord tenaient Kaboul, entre 1992 et 1996.

« Si l'opposition est capable de maintenir la sécurité et que les rivalités ethniques ne les font pas se déchirer, alors je suis content, car les talibans étaient vraiment tyranniques, déclarait un résident, Abdul Gafoor, âgé de 58 ans. Mais si l'opposition répète les atrocités d'il y a six ans, alors ce sera une tragédie pour l'Afghanistan et pour Kaboul. »

Les nouveaux vainqueurs ont envoyé des policiers dans tous les coins de la ville où quelques combattants talibans pris au piège con-

tinuaient de tirer des coups de feu après la prise de la ville.

Mais l'ambiance était aussi à la fête. Des dizaines d'hommes enlevaient leur turban, en signe de libération. Les coiffeurs-barbiers se réjouissaient du nombre de clients venus tailler ou couper leur barbe.

Autre moment symbolique, la radio a diffusé de la musique, pour la première fois depuis cinq ans. Les auditeurs, transistors à la main, célébraient dans la rue de la fin de l'interdiction de la musique, lorsqu'à leur grande surprise, une voix féminine, autre nouveauté, a donné des informations.

« Je n'y crois pas. Je ne pensais pas qu'un jour viendrait où je présenterais le journal à nouveau. C'était comme un rêve », a déclaré la présentatrice, Jamila Mujahid, 40 ans interviewée par un journaliste de l'AFP.

Le fait même qu'un homme ait le droit de parler à une femme en public pour l'interviewer était en soi une nouveauté...



## Une mosaïque de peuples disparates

Agence France-Presse

KABOUL — L'Afghanistan est composé d'une mosaïque de peuples disparates et souvent rivaux, ses quelque 26 millions d'habitants représentant 19 groupes ethniques dont le véritable ciment est l'islam.

Les principales ethnies sont les Pachtouns, dont les talibans sont majoritairement issus, et qui représentent environ 40 % de la population afghane, les Tadjiks (25 %), les Hazaras chiites (8 %) et les Ouzbeks (6 %).

Cette diversité ethnique est le résultat de la situation géographique du pays qui en fait une plaque tournante entre la steppe d'Asie centrale, le plateau iranien et les plaines de l'Inde du Nord.

Les Pachtouns (sunrites), que l'on retrouve au Pakistan sous le nom de Pathans, ont traditionnellement dirigé l'Afghanistan au cours des trois derniers siècles. La première dynastie nationale afghane a d'ailleurs été fondée par le Pachtoun Ahmed Shah Durrani, en 1747, à la suite du partage du pays entre les Moghols et les Perses.

Des générations de rois d'Afghanistan, notamment le roi Zaher Shah, renversé en 1973 et exilé à Rome, étaient originaires de Kan-

dahar (Sud-Est), devenu le quartier-général des talibans qui ont pris le pouvoir à Kaboul en septembre 1996. Les quatre présidents qui se sont succédé, de 1973 à 1992, étaient également des Pachtouns.

Originaires du sud du pays, d'une zone s'étendant de la frontière pakistanaise à la frontière iranienne, ils parlent le pachtou, une des deux langues officielles de l'Afghanistan, et sont eux-mêmes divisés en un grand nombre de tribus.

Les Tadjiks (persanophones), originaires de la région située à la frontière du Tadjikistan dans le nord du pays, représentent 25 % de la population. Ils sont surtout répartis dans le nord où vivent également un million d'Ouzbeks (sunnites, d'origine turque).

Les Hazaras (persanophones), d'origine mongole, représentent 8 % de la population et sont installés dans le centre. Ce sont des musulmans chiites, rattachés au pouvoir des Pachtouns seulement depuis le début du siècle. Ils se disent descendants de Gengis Kahn.

Parmi les autres ethnies qui jouent un rôle plus marginal sur la scène afghane, on compte des Turkmènes, des Kirghizes, des Kazakhs, des Baloutches, et des Nouristani.

La situation géographique du pays en fait une plaque tournante entre la steppe d'Asie centrale, le plateau iranien et les plaines de l'Inde du nord.

FLOWING LINES<sup>®</sup>  
par KAUFMANN de SUISSE

Splendide bague en or jaune 18 ct avec une émeraude de 3,48 ct taillé en forme de coeur et sertie de diamants

KAUFMANN de SUISSE  
BIJOUX ET MONTRES - DEPUIS 1954  
2195, RUE CRESCENT, MONTRÉAL, H3G 2C1  
(514) 848-0595  
À PALM BEACH, FL. 210 WORTH AVE.  
www.kaufmannsuisse.com

# Liquidation de fermeture

Tout en magasin doit être vendu!

# Jusqu'à 50% de réduction

mobiliers de salon  
salle à manger  
chambre  
accessoires  
lampes  
tables  
chaises  
fauteuils  
causeuses  
divans  
bibliothèques  
buffets  
étagères  
commodes  
armoires  
bureaux  
meubles  
etc.

Venez tôt et profitez du choix.  
Premier arrivé, premier servi.

## FORGET MEUBLES

3505, boulevard Saint-Martin Ouest  
Laval (450) 687-1812

## Blair réclame une présence urgente des Nations unies

Agence France-Presse

LONDRES — Le gouvernement britannique a réclamer hier « une présence au plus vite » des Nations unies en Afghanistan, après avoir été visiblement pris de court par la conquête de la capitale Kaboul par les forces de l'Alliance du Nord.

« Je pense que nous pouvons désormais vraiment progresser pour remplir l'actuel vide du pouvoir à Kaboul, mais nous avons besoin de la présence des Nations unies là-bas le plus vite possible », a déclaré le premier ministre britannique Tony Blair, indiquant qu'il venait de s'entretenir au téléphone avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Immédiatement après la conférence de presse de Tony Blair, Lakhdar Brahimi, le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, annonçait que Kofi Annan allait inviter toutes les factions afghanes à une conférence pour trouver une formule de gouvernement pour le pays.

Tony Blair, comme ses alliés occidentaux, ne s'attendait pas à ce que l'Alliance du Nord s'empare si vite de Kaboul. De fait, son porte-parole s'était employé toute la matinée d'hier à affirmer que le premier ministre ne s'exprimerait pas tant que la situation sur le terrain « ne serait pas claire », en dépit des images triomphales de la prise de Kaboul diffusées en boucle par les télévisions.

Loin d'apparaître soulagé par l'entrée de l'Alliance du Nord dans la capitale afghane et par la fuite des talibans, Tony Blair est resté très mesuré, insistant à plusieurs reprises sur le travail « magnifique » accompli par les forces américaines et britanniques pour faciliter l'avancée de l'Alliance du Nord.

Les talibans « reculent clairement et sont, dans certains cas, en train de s'effondrer, mais il est trop tôt pour dire que les objectifs (de la coalition internationale) ont été remplis », a-t-il dit, en rendant un hommage appuyé « au leadership du président américain George W. Bush ». « Oussama ben Laden reste en liberté », en Afghanistan, a-t-il souligné.

Comme un avertissement déguisé à l'Alliance du Nord, Tony Blair a répété à plusieurs reprises la « nécessité d'établir un gouvernement largement représentatif pour succéder au régime taliban ».

Le cabaret de l'humour 20 h Invité : Sylvain Larocque

DOMINIC ET MARTIN 20 h 30 Invités : Normand Lester et André Durocher du SPUM

TQS

## LA CHUTE DE KABOUL

## L'Alliance du Nord respectera-t-elle les droits de l'homme?



MICHÈLE QUIMET

La guerre en Afghanistan promettait d'être longue, mais en quelques jours, les événements se sont précipités et tout a basculé. Vendredi, Mazar-e-Charif est tombée. Hier, c'était au tour de Kaboul. Dans un geste surprise, les talibans ont déserté la capitale afghane et ils se sont repliés dans le sud du pays, à Kandahar. Pendant ce temps, l'alliée des Américains, l'Alliance du Nord, entrait dans Kaboul sans tirer un seul coup de feu.

L'effondrement des talibans ne surprend pas Moushaadi Hussein, ex-ministre de l'information du Pakistan et spécialiste de la question afghane. « Les talibans ne pouvaient pas se battre sur deux fronts, c'est-à-dire contre l'Alliance du Nord et contre les bombes américaines. Ils ont donc changé leur stratégie et opté pour la guérilla », a-t-il expliqué lors d'une entrevue téléphonique de son domicile d'Islamabad.

Washington avait demandé aux chefs de l'Alliance du Nord de ne pas conquérir Kaboul et de rester à l'extérieur de la capitale, le temps de créer un gouvernement de coalition regroupant toutes les ethnies du pays. Mais l'Alliance n'a pas écouté les conseils des Américains, semant, du même coup, l'inquiétude dans les capitales occidentales.

L'Occident doit-il se méfier des hommes de l'Alliance qui ont régné sur l'Afghanistan de 1992 à 1996, provoquant le chaos et l'anarchie? Les États-Unis se sont servis d'eux pour se débarrasser du régime taliban, mais jusqu'où peuvent-ils le contrôler?

« Les Américains n'avaient pas d'autre solution, croit Moushaadi Hussein. Le départ des talibans a créé un vide politique que l'Alliance du Nord s'est empressée de combler. Une telle situation peut avoir des conséquences militaires et amener du désordre. Mais on ne peut pas ignorer l'Alliance, elle fera partie du gouvernement post-taliban. »

L'Alliance est une coalition hétéroclite de minorités ethniques — Ouzbeks, Hazaras et Tadjiks — dirigée par des chefs qui traînent derrière eux une réputation sulfureuse. Pour l'instant, ils ne se déchirent pas car ils forment un bloc, tendus vers un objectif commun : chasser les talibans du pouvoir et mettre la main non seulement sur Kaboul, mais aussi sur le reste du pays.

Selon le président du Pakistan, Pervez Musharraf, l'Alliance est un ramassis de criminels endurcis qui ont semé la terreur et se sont enfilés dans de stériles luttes de pouvoir lorsqu'ils contrôlaient Kaboul, causant la mort de milliers de civils. Ils ont laissé un souvenir amer aux Kabouli qui ont poussé un soupir de soulagement lorsque les talibans les ont chassés en 1996.

L'Alliance s'est fait les dents en luttant contre les Soviétiques qui ont occupé l'Afghanistan pendant

10 ans. Seigneurs de la guerre, certains leaders sont reconnus pour leur brutalité. Le quotidien français *Libération* rappelait, lundi, un incident qui en dit long sur les moeurs d'un de leur chef, le général Dostom. « Dostom avait puni un de ses soldats pour vol, raconte *Libération*. Le supplicié avait été attaché aux chenilles d'un char russe et, sous le regard de Dostom et de ses hommes, l'engin avait tourné dans la cour jusqu'à ce qu'il ne reste du soldat que du hachis de viande. »

L'ancien chef charismatique de l'Alliance, le commandant Masoud, assassiné la veille des attentats du 11 septembre, a fait raser, en 1994, un quartier hazara à Kaboul, provoquant la mort de 50 000 personnes.

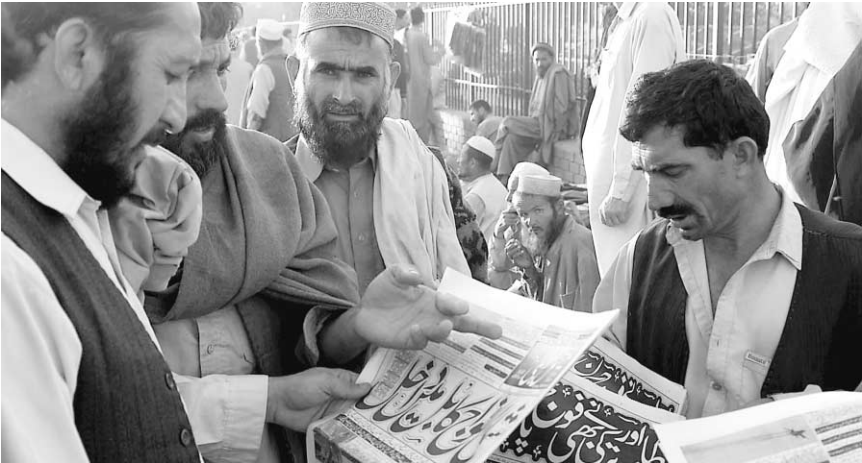
Malgré cette feuille de route chargée, l'arrivée de l'Alliance à Kaboul, hier, a été bien accueillie par une foule joyeuse visiblement enchantée d'être débarrassée des talibans, de leur intransigence islamique et de leur longue liste d'interdits. Les hommes, soulagés, se précipitaient chez le barbier pour faire couper leur barbe, la radio diffusait de la musique pour la première fois en cinq ans et l'Alliance annonçait que les écoles de filles seraient bientôt ouvertes.

Mais en même temps, des rumeurs inquiétantes filtraient de Mazar-e-Charif conquise vendredi par l'Alliance. Des atrocités auraient été commises pendant le week-end et une centaine de jeunes talibans, cachés dans une école, auraient été exécutés sans autre forme de procès. L'Alliance a-t-elle renoué avec ses vieux démons?

« Pas vraiment, répond Jamil Raza, professeur au département d'études stratégiques à l'Université d'Islamabad. Il y a eu quelques dérapages, mais ils se sont produits sur une petite échelle. »

Tout en se réjouissant de la chute des talibans, les États-Unis et leurs alliés exhortaient l'Alliance à respecter les droits de l'homme et à faire preuve de retenue. Pendant ce temps, l'ONU déclenchait en catastrophe un plan de paix en cinq étapes visant à instaurer un gouvernement de coalition regroupant toutes les ethnies, surtout les Pachtouns, qui représentent 40 % de la population.

Le président du Pakistan, lui, demandait à l'ONU d'envoyer une force multinationale à Kaboul en attendant de trouver la formule magique capable de créer un gouvernement post-taliban acceptable pour tous. Un processus qui promet d'être long et douloureux.



C'est avec une certaine inquiétude que ces Pakistanais de Peshawar consultaient hier les journaux qui leur annonçaient la prise de Kaboul.



Les résidents de Kaboul, descendant dans les rues de la capitale désertée par les talibans, ont accueilli hier les soldats de l'Alliance du Nord comme des libérateurs.

## L'ONU convoque d'urgence une conférence sur l'Afghanistan

MICHEL LECLERCO  
Agence France-Presse

NEW YORK — Prise de vitesse par la chute de Kaboul aux mains de l'opposition antitalibane, l'ONU a convoqué d'urgence hier une conférence internationale pour toutes les factions afghanes pour établir une autorité provisoire multiethnique et éviter le chaos.

L'ONU, à l'unisson des grandes puissances et des voisins de l'Afghanistan, tente d'instaurer rapidement un pouvoir stable et représentatif à Kaboul, craignant que la victoire éclair des forces d'opposition ne soit synonyme de désordre dans la capitale.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a pressé les grandes puissances d'agir vite pour éviter « un vide politique et de sécurité » en Afghanistan, où les gains militaires de l'opposition ont devancé les plans des diplomates.

« La nécessité de trouver une so-

lution politique demande maintenant que l'Alliance du Nord et les représentants des diverses initiatives existantes se réunissent avec les Nations unies le plus vite possible », a déclaré le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi.

M. Brahimi a présenté devant le Conseil de sécurité de l'ONU un plan de transition politique en cinq étapes pour établir un gouvernement représentatif dans un délai de deux ans au plus et suggéré le déploiement d'une force internationale « robuste » pour maintenir la sécurité.

Les grandes puissances comme les voisins de l'Afghanistan ont tous déclaré soutenir pleinement les efforts de l'ONU, à l'instar du ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine qui a dit « approuver en tous points le plan » de M. Brahimi.

Face à l'effondrement des talibans, après cinq ans de pouvoir, M. Brahimi, qui vient d'effectuer une tournée en Iran et au Pakistan, deux voisins, à la fois influents et rivaux, de l'Afghanistan, a estimé que l'heure n'était plus à la « diplomatie de la navette ».

Le responsable de l'ONU a indiqué que la conférence, dont le lieu reste à déterminer, devra regrouper les minorités ethniques de l'Alliance du Nord, les partisans de l'ancien roi Zaher Shah, en exil en Italie, et divers groupes d'opposition qui se sont réunis récemment à Chypre et à Peshawar (Pakistan).

La conférence devra proposer un Conseil provisoire qui serait présidé par une personnalité symbolisant l'unité nationale.

Une administration transitoire serait ensuite mise en place dont le

programme devra être entériné par une Loya Jirga (conseil de chefs traditionnels). À l'issue d'une période de deux ans maximum, une seconde loya jirga devra approuver la formation d'un gouvernement et d'une Constitution.

Alors que le souvenir des exactions commises par les factions, qui se sont battues de 1992 à 1996 pour le contrôle de Kaboul, reste vivace, M. Brahimi a recommandé la création d'une « force de sécurité robuste ».

Reconnaissant que la mise sur pied d'une force exclusivement afghane prendrait du temps, le responsable de l'ONU a penché pour le déploiement d'une force internationale, écartant l'envoi de casques bleus de l'ONU.

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Abdul Sattar, a appuyé l'idée d'une force multinationale « avec la coalition (menée par les États-Unis) fournissant un soutien ».

En revanche, son homologue iranien Kamal Kharazi a réclamé « une présence militaire de l'ONU », ajoutant qu'elle ne devra pas nécessairement être de grande envergure.

M. Brahimi a indiqué que l'ONU allait évaluer les conditions de sécurité pour un retour dès que possible dans le pays de son personnel étranger retiré avant le début des bombardements américains le 7 octobre.

Il a en effet insisté sur la nécessité de fournir une aide humanitaire massive à quelque six millions d'Afghans et a appelé la communauté internationale à mobiliser ses ressources pour commencer la reconstruction du pays ruiné par 22 ans de guerre.

## La reconstruction politique est urgente

L'expert Ali Jalali s'inquiète pour l'avenir de son pays

ALEXANDRE SIROIS  
LA PRESSE À WASHINGTON

Trois mots-clés sont très utiles pour comprendre les enjeux actuels en sol afghan. Pachtoun et tadjike : deux ethnies, dont la première compose 40 % de la population de l'Afghanistan. Kaboul : la capitale du pays. Trois mots auxquels le destin de l'ancien militaire Ali Jalali, qui travaille aujourd'hui pour le réseau radiophonique Voice of America, est intimement lié.

« Je représente l'Afghanistan », dit-il. Je suis né à Kaboul d'une mère tadjike du nord de l'Afghanistan et d'un père pachtoun de Ghazni (dans l'est du pays). Et il connaît son pays d'origine comme le fond de sa poche. Celui dont les traits sont aussi doux que le ton de la voix a trimé pendant 20 ans au sein de l'armée afghane, où il est devenu colonel. Il a ensuite été stratège militaire de l'opposition armée aux forces russes, qui ont envahi le pays en 1979.

Ainsi, ce petit homme aux larges lunettes et à l'air grave est actuellement considéré comme un des meilleurs experts mondiaux des questions militaires en Afghanistan. Et aujourd'hui, cet expert s'inquiète. Il craint que la guerre soit menée sans trop penser à

ce qu'il faudra faire lorsqu'elle se terminera. Il a peur que le pays ne se retrouve encore une fois dans une situation précaire, après « 22 ans de guerre ».

Car, pense M. Jalali, le casse-tête ethnique qu'il connaît si bien risque à nouveau de mettre le feu aux poudres si certains morceaux ne se mettent pas en place tout de suite. C'est que les membres de l'ethnie la plus nombreuse en Afghanistan, les Pachtouns, ne participent pas aux forces d'opposition de l'Alliance du Nord. Cette coalition, qui est actuellement en train de chasser les talibans avec l'appui des États-Unis, est surtout formée de Tadjiks et d'Ouzbeks.

Si une solution politique à laquelle participeront les Pachtouns n'est pas proposée de toute urgence, la situation risque à nouveau de dégénérer. « Parce que si les Afghans se rendent compte que l'Occident aide l'Alliance du Nord à obtenir le pouvoir, ils ne voudront plus quitter les talibans, affirme l'expert. Les Pachtouns vont continuer à les supporter. »

Ce sont les Pachtouns qui ont fondé l'Afghanistan, en 1747. Ils ont presque constamment dirigé le pays jusqu'en 1979, date de l'avènement d'un gouvernement communiste. Après le retrait des forces soviétiques, c'est une coalition formée de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Hazaras qui a pris le pouvoir. L'absence de Pachtouns à la tête du pays, de 1992 à 1996, est l'un des facteurs qui ont favorisé la montée des talibans, explique M. Jalali.

« Les raisons pour lesquelles de nombreux

Pachtouns se sont joints aux talibans ne sont pas idéologiques. Ce sont des raisons ethniques. Jusqu'à ce qu'il y ait une solution de rechange crédible, avec une base large incluant tous les groupes ethniques, et que l'Alliance du Nord ne soit qu'une partie de cette alternative, alors seulement les Pachtouns pourront y participer », affirme l'expert.

« Plusieurs Pachtouns n'aiment pas les talibans, n'aiment pas Al-Qaeda, mais ils sont là parce qu'ils ne veulent pas que l'Alliance du Nord soit un substitut aux talibans », ajoute M. Jalali. La formation d'un gouvernement provisoire qui semble être jusqu'ici la responsabilité du conseil pour l'unité de l'Afghanistan — une assemblée de 120 membres à laquelle est associé l'ancien roi afghan Zaher Shah —, doit donc se faire avec empressement.

Cette initiative ne représentera qu'une première étape, précise M. Jalali. « Ensuite, ce qui est nécessaire, c'est un appui international important pour reconnaître ce groupe comme le gouvernement de l'Afghanistan. Avec une reconnaissance internationale, ils pourront commencer à construire des institutions pour l'État », pense le spécialiste qui a déjà publié une histoire militaire du pays en trois volumes.

M. Jalali croit aussi que ce qui se passera dans les régions prises par les forces d'opposition, dont la capitale Kaboul, sera un signe déterminant pour l'avenir du pays. « Est-ce que l'Alliance du Nord prendra le contrôle ou est-ce que ce sera une force de paix inter-

nationale ou un arrangement des Nations unies? Il faudra aussi voir ce que ces gens (qui contrôlent les secteurs délaissés par les talibans) font pour le peuple afghan », dit-il. Si on entame de nouvelles constructions, dont des hôpitaux, et si la nourriture, les transports et les infrastructures sont là, « ça agira comme un aimant » sur l'ensemble des afghans, y compris les Pachtounes.

Chef du service farsi de Voice of America, M. Jalali rêve d'une paix durable pour enfin pouvoir rentrer en Afghanistan. Mais il n'en veut pas au gouvernement américain d'avoir contribué à la situation actuelle. Dès la fin des années 70, Washington a offert une aide importante à tous ceux qui souhaitaient se battre contre les Russes en sol afghan, sans penser que certains de ces nouveaux alliés pourraient un jour se retourner contre les États-Unis et faire subir au peuple afghan les horreurs d'une nouvelle guerre.

« Ce sont des choses qui arrivent dans l'histoire, dit-il. Je n'ai pas de ressentiment envers les gens, mais envers la tendance qu'ont certains de penser à demain, mais pas à après-demain. De penser à la victoire militaire, mais pas à ce qui se passera après. De penser à la guerre, mais pas à la paix après la guerre. En tant qu'historien militaire, c'est ce qui me préoccupe. »

L'histoire se répétera-t-elle? Actuellement, M. Jalali a « de la difficulté à voir s'il y a un plan politique » qui accompagne la stratégie militaire. Et il aimerait bien qu'on se soucie de ce qui se passera « après-demain ».

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

14 novembre 2001

Page A8 manquante

# ÉCRASEMENT À NEW YORK

## Pas de ruée pour prendre le train

ANDRÉ DUCHESNE

EN JETANT un coup d'oeil sur les passagers qui attendaient sagement de prendre le train numéro 68 d'Amtrak en direction de New York, hier matin à la Gare centrale, force était de constater que les voyageurs faisaient la part des choses.

En d'autres mots, l'écrasement d'un Airbus de la compagnie American Airlines lundi matin, dans le quartier de Queens à New York, n'a pas provoqué une nouvelle ruée vers les trains, précédée d'un sauve-qui-peut généralisé dans les aéroports.

« Est-ce que vous voyez une cohue ? Où elle est, la ligne ? Non monsieur, l'accident de lundi matin n'a pas eu de conséquence chez nous », a soutenu Wayne, un employé de Via Rail chargé de l'embarquement des passagers montréalais à destination de la Grosse Pomme américaine.

« Dans les jours qui ont suivi les attentats du 11 septembre, la file d'attente des voyageurs s'étirait en tabourette. En fait, elle allait jusque-là, a ajouté le préposé en montrant le fond de la gare. Mais si nous avions eu plus de monde ce matin, la file serait déjà formée. »

### Aucun signe d'inquiétude

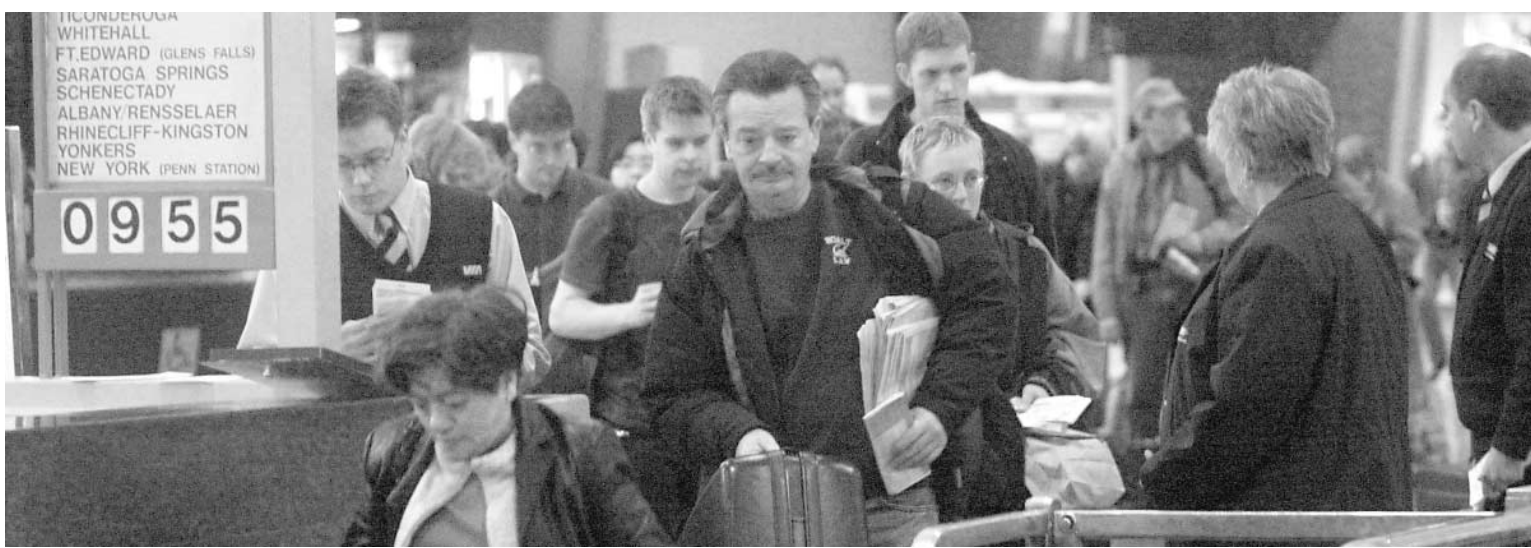
Chez les voyageurs justement, aucun signe de grande inquiétude. Ceux que *La Presse* a interviewés préféraient voyager en train, soit en raison du coût, beaucoup plus bas que celui de l'avion, soit par préférence. Une seule personne en fait, Cecilia Hui, de Montréal, a avoué avoir choisi le train par souci de sécurité. Et encore, ce n'est que temporaire.

« J'ai annulé le vol que je devais prendre avec Air Canada, a-t-elle indiqué. Psychologiquement, je me sentais davantage en sécurité en train. Mais dès la semaine prochaine, je vais reprendre l'avion. »

Ron Barkai lui, préférait Amtrak pour le prix. « C'est le tiers du coût de l'avion, lançait ce résidant d'Israël de passage à Montréal. Je ne crains pas l'avion. D'ailleurs, à New York, je vais en prendre un pour me rendre en Amérique du Sud. »

Même commentaire de Sheila, une Montréalaise qui va souvent visiter ses proches aux États-Unis. Elle trouve relaxant et économique le fait de voyager en train.

Reste que, peu importe la tragédie de lundi matin, la baisse du nombre de personnes qui prennent l'avion depuis les événements du 11 septembre se fait encore sentir, selon Harry Amirian, un chauffeur de taxi rencontré hier. « Personne ne devrait avoir peur, insistait pourtant ce dernier. La sécurité est plus importante que jamais. Alors... »



Les voyageurs qui se rendaient à New York ne se bousculaient pas hier matin à la Gare centrale.

Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

## CADEAUX POUR LA FAMILLE



**HP 7935**  
 • AMD Athlon 1.3 GHz  
 • 128 Mo de mémoire SDRAM  
 • Disque dur 40 Go  
 • CDRW  
 • Modem 56 Kbps  
 • MS Win XP  
 472707/450240/428976

Notre prix  
 Rabais postal et instantané  
 Prix après rabais

1747,45  
 -168,45

**1579\$**

INDÉCIS ?  
 N'OUBLIEZ PAS NOS CERTIFICATS-CADEAUX !



**SCANNER SCANJET 4300CSE**  
 • 600 x 1200 ppp  
 • Numérisation facile; affichage à CL  
 • Branchement USB et parallèle  
 438280

**89<sup>96</sup>**



**APPAREIL-PHOTO NUMÉRIQUE FINEPIX 2400**

• 2,1 mégapixels  
 • Zoom optique 3x et zoom numérique 2x  
 • Affichage à CL de 1,6 po  
 459577

Notre prix Rabais postal

Prix après rabais

499,23  
 -100,00

**399<sup>23</sup>**

Commande spéciale dans certains magasins

maxell



**DISQUES INSCRIPTIBLES**  
 • 74 minutes  
 473322  
 Code du bon: 971960000000000

Notre prix Rabais instantané

Prix après rabais

17,86  
 -5,00

**12<sup>86</sup>**

PAQ. 15



**SOURIS SANS FIL**  
 • Défilement facile sans fil  
 • Technologie radio numérique supérieure, nul besoin de pointer vers l'ordinateur  
 453228  
 Code du bon: 972900000000000

Notre prix Rabais postal

Rabais instantané

Prix après rabais

59,93  
 -15,00  
 -15,00

**29<sup>93</sup>**

Limite 1 par client

Valable jusqu'au 19 novembre ou jusqu'à épuisement des stocks. Les articles ne sont pas tous disponibles par livraison ou par commande en ligne.

**MONTRÉAL** 770, rue Notre-Dame Ouest • 1041, rue du Marché-Central • 895, rue de la Gauchetière **HEURES D'OUVERTURE** Lun. au vend. : 8 h à 21 h Sam. : 9 h à 17 h Dim. : 10 h à 17 h **Brossard** 6555, boul. Taschereau **Cavendish** 5800, boul. Cavendish **Dorval** 3165, boul. des Sources **Kirkland** 3330 rue, Jean Yves **Lachenaie** 590, montée des Pionniers **Lasalle** 7097, boul. Newman **Greenfield Park** 3344, boul. Taschereau **Laval** 1600, boul. le Corbusier • 3055, boul. le Carrefour (Carrefour Laval) **Pointe-Claire** 365, boul. Brunswick (derrière Fairview) **Rosemère** 315, Curé Labelle **St-Bruno** 1465, boul. St-Bruno **St-Laurent** 3660, boul. Côte-Vertu **St-Jean-Sur-Richelieu** 1000, boul. du Séminaire **St-Léonard** 4625 ou 6800, rue Jean-Talon est **St-Hyacinthe** 3700, boul. Martineau Ouest **St-Jérôme** 1135, Jean-Baptiste Rolland Ouest **Longueuil** 2790 Chemin Chambly **Ville Mont-Royal** 4205, boul. Jean-Talon Ouest **Mascouche** 145, montée Masson

**BUREAU EN GROS**  
 Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

www.bureauengros.com

# Solde d'automne

# 25%

de rabais sur les collections:

NAUTICA

POINT ZERO

Hörst

TOMMY HILFIGER

KENNETH COLE\*

**MARC ANDREW**  
 MODE POUR HOMMES

MONTRÉAL - Galeries d'Anjou (514) 353-3129

Promenades St-Bruno (450) 653-4748

Centre Rockland (514) 735-5135 - Carrefour Laval (450) 687-1705

QUÉBEC - Place Ste-Foy (418) 657-6636

RABAIS EN VIGUEUR JUSQU'AU 25 NOVEMBRE

\*La marchandise est disponible à ces magasins: Centre Rockland, Carrefour Laval et Place Ste-Foy.



## ÉPARGNEZ JUSQU'À 50\$

sur les blousons d'hiver 3-en-1 WINDRIVER pour hommes et femmes... et obtenez des milles de récompense AIR MILES™ avec vos achats! Consultez notre circulaire dans le journal d'aujourd'hui pour en savoir davantage.

## L'Équipeur

Vêtements performants

## ÉCRASEMENT À NEW YORK

## Belle Harbor: le jour d'après

Comment reprendre une existence normale après cette nouvelle catastrophe?

MARC THIBODEAU  
LA PRESSE À NEW YORK

Laura Shea tentait hier, comme nombre de résidents de Belle Harbor, de reprendre une existence normale au lendemain de l'écrasement du vol 587, mais rien ne semblait vouloir lui faciliter la tâche.

En plus de gérer les inquiétudes de sa fille, qui lui a dessiné spontanément en matinée un avion en flammes, M<sup>me</sup> Shea a dû assister toute la journée aux allées et venues incessantes d'une foule de policiers et d'inspecteurs affectés à l'analyse d'un des moteurs de l'appareil, tombé dans la cour d'une station d'essence située juste en face de sa résidence.

« Il aurait pu tout aussi bien frapper notre maison. J'étais dans la buanderie à côté lorsqu'un gros bruit est survenu. En regardant dehors, j'ai aperçu une grosse masse de métal qui tombait du ciel. Je me suis précipitée pour prendre ma fille et mon neveu et j'ai couru jusqu'au bout de la rue. Je pensais que tout allait exploser », a relaté cette mère, encore secouée.

À quelques pâtés de maisons de là, d'autres spécialistes s'affairaient à étudier les débris noircis du deuxième moteur, tombé à l'arrière d'une imposante résidence qui a été gravement endommagée par l'impact et par le feu qui a suivi. Les tôles fondues de la maison voisine témoignaient éloquentement

hier de l'intensité du brasier, maîtrisé grâce à l'intervention rapide des pompiers et de résidents du quartier.

Une femme qui s'affairait à retirer des vêtements et des meubles de l'endroit a indiqué que la famille qui y vivait était saine et sauve. « Tout le monde est content d'être en vie. C'est tout ce que j'ai à dire », a-t-elle déclaré.

Patrick Sharkey, qui habite dans une résidence voisine, peinait toujours à concilier les événements de lundi avec la vie tranquille qui caractérise normalement ce secteur confortable de Queens.

« Vous auriez dû voir ça. Il y avait de la fumée partout, des femmes qui couraient en robe de chambre à gauche et à droite. Toutes sortes de débris tombaient du ciel », a indiqué M. Sharkey, en précisant que les policiers avaient récupéré, pour fins d'enquête, un brouillon fumant tombé sur son balcon.

Les autorités, qui ont réussi hier à récupérer la seconde boîte noire de l'avion, ne négligent aucune piste dans l'espoir de jeter un nouvel éclairage sur l'écrasement de lundi.

Le point d'impact principal, qui est étroitement surveillé depuis deux jours, était passé au peigne fin hier alors que pompiers et policiers s'affairaient à retirer les derniers cadavres des victimes de l'accident, qui a coûté la vie à 260 personnes.

Selon la Ville, une demi-douzaine de résidents de Belle Harbor auraient été tués par l'écrasement de l'avion, un bilan qui aurait pu être beaucoup plus lourd au dire du maire de New York, Rudolph Giuliani.

Même si les autorités américaines répètent que rien ne suggère jusqu'à maintenant la possible implication de terroristes, nombre de

résidents continuent d'évoquer ce scénario avec insistance.

Certains soulignent que le gouvernement veut éviter de susciter un vent de panique en reconnaissant que les services de sécurité ont pu encore une fois être déjoués. D'autres s'étonnent que l'avion soit tombé sur l'étroit bras de mer où se trouve Belle Harbor alors que la baie avoisinante constituait un point d'atterrissage forcé beaucoup plus évident.

Nombre de résidents, qui ont l'habitude d'entendre des avions voler au-dessus de leurs têtes en raison de la proximité de l'aéroport John F. Kennedy, ont d'ailleurs pensé aux attentats en entendant le bruit de l'écrasement.

John Moody, un psychologue qui réside depuis quelques années dans le quartier, estime que la réaction de scepticisme relevée est normale en raison de la proximité, physique et temporelle, du drame du 11 septembre et de l'impact que les attentats terroristes ont eu sur la communauté, où résident des centaines de policiers et de pompiers.

« Il y a trop de points en commun avec les attentats pour que les gens ne fassent pas le lien. Ce sera difficile de les convaincre », a indiqué M. Moody, qui travaille dans une école de Long Island.

Le psychologue estime que les enfants pourront de leur côté se remettre de ces graves incidents s'ils sont correctement encadrés parce qu'ils ont une résistance « incroyable ».

Il s'inquiète néanmoins de l'impact sur sa fille de deux ans, Rosy, qui se baladait tranquillement hier dans le quartier avec sa mère. « Ma femme conversait hier soir à ce sujet avec une amie et Rosy est venu se lover contre moi en cachant sa tête, comme si elle voulait nous dire qu'elle ne veut plus rien entendre. Elle a besoin d'être rassurée, comme nous tous », a déclaré M. Moody.



Photos PIERRE McCANN, La Presse ©  
Les inspecteurs s'affairaient hier à étudier les débris des moteurs pour trouver des indices susceptibles d'expliquer l'écrasement de l'avion. L'un d'eux est tombé derrière une imposante résidence qui a été sérieusement endommagée par la force de l'impact et le brasier qui a suivi.

## La communauté dominicaine en état de choc

MARC THIBODEAU  
et RICHARD HÉTU

NEW YORK — La communauté dominicaine de New York, qui compte plus de 500 000 personnes, a été très durement touchée par l'écrasement du vol 587 à destination de Santo Domingo et les blessures causées par la disparition abrupte de plus d'une centaine de ses membres ne s'estomperont pas de sitôt.

Dans les heures qui ont suivi l'écrasement de l'appareil, les manifestations de douleur ont été nombreuses et le triste scénario s'est répété hier toute la journée.

Plusieurs des familles se sont rendues aux locaux de l'Allianza dominica, un organisme communautaire basé dans le nord de Manhattan, où vit une importante partie de la communauté, dans l'espoir de recevoir un coup de main psychologique. D'autres venaient simplement pour souligner leur deuil. Juan Loca était du nombre.

Le jeune homme, visiblement secoué, a indiqué qu'il avait perdu un ami de 28 ans, Frank, dans l'écrasement de l'avion. « Il avait deux jeunes enfants et sa femme est

enceinte de cinq mois. Je ne peux pas trouver les mots pour dire ce que je ressens », a indiqué M. Loca après s'être brièvement agenouillé devant un autel de fortune aménagé dans la rue.

Luis Rodriguez pleurait de son côté la mort d'une amie qui se rendait à Santo Domingo dans l'espoir de s'acheter une maison et de préparer son retour au pays après avoir vécu une trentaine d'années en sol américain. « La majorité des Dominicains rêvent de pouvoir retourner vivre là-bas. Ils voient leur séjour en sol américain comme une aventure temporaire. Dans le cas de mon amie, le rêve a mal tourné », a-t-il expliqué. Une autre victime de l'accident qu'il connaissait venait de prendre sa retraite. « Ses amis lui avaient offert un billet d'avion pour la République dominicaine comme cadeau de départ. Ils sont rongés par la culpabilité », a relaté M. Rodriguez, qui a dû interrompre son récit sous la force de l'émotion.

D'autres parents et amis des victimes étaient rassemblés au centre Jacob Javitz, également situé à Manhattan, qui a été transformé en centre d'aide aux victimes par les autorités new-yorkaises.

Des services d'aide psychologique étaient disponibles sur place pour les familles touchées, qui s'étaient précipitées lundi dans un hôtel situé non loin de l'aéroport John F. Kennedy pour avoir des nouvelles de leurs proches.

Regina Dominguez, qui a perdu une cousine de 20 ans, Julia, dans l'écrasement, a déclaré que sa mort aurait été évitée si les attentats du 11 septembre n'avaient pas eu lieu. « Sa mère était inquiète du fait qu'elle vivait à New York après ce qui est arrivé le 11 septembre. Elle ne cessait de lui demander de revenir au pays. Là, regardez ce qui arrive », a déclaré M<sup>me</sup> Dominguez.

Le directeur de l'Allianza dominica, Moises Perez, qui a aussi été directement touché par le drame puisque deux de ses employés ont perdu des proches, était sur place hier pour soutenir les victimes. Il a indiqué que sa communauté commençait à prendre la pleine mesure de ce qui l'a frappée.

« Il y a eu une forme de déni dans un premier temps, mais ça commence à s'évaporer maintenant, la réalité fait son chemin. Nous vivons une période très difficile », a-t-il résumé.



Juan Loca s'est agenouillé hier après-midi devant un autel de fortune érigé en mémoire des nombreuses victimes dominicaines de l'accident de lundi dans le quartier défavorisé de Manhattan Heights où est concentrée la communauté dominicaine.

la scala™ steel  
www.concord-watch.com

**BIRKS**  
TEMPS... depuis 1879

1240, Square Phillips 397-2511 • Centre Rockland  
1 800 682 2622 www.birks.com

5 derniers jours

**Liquidation**  
30% à 70% de rabais  
sur marchandise en magasin et commandes spéciales

**RiHo**  
191, boul. Sainte-Rose, Laval QC H7L 1L5  
Tél. : (450) 963-6789 • Fax : (450) 963-6788  
www.rihoconcept.com

• Meubles exclusifs  
• Rotin  
• Lampes et accessoires  
• Matelas (tissus discontinués)  
• Sofas et causeuses (cuir/tissus)

Lun. au mer. : 9 h 30 à 18 h / Jeu. et ven. : 9 h 30 à 21 h /  
Sam. : 9 h 30 à 17 h / EXCEPTIONNELLEMENT Dim. le 18 nov. : midi à 17 h

**ANGLAIS**

COURS AXES SUR LA CONVERSATION  
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue  
à temps partiel et semi-intensifs

COURS INTENSIFS  
de jour, 25 h/semaine  
145 \$ à 165 \$/semaine\*  
aussi disp. : 30 h/semaine

\*Matinée, midi et soir, 220 \$ / 30 h

Formation en entreprise adaptée à vos besoins  
Cours privés : toutes les langues

*Converlang*  
école de langues postmoderne  
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, IMI  
(514) 278-5309 www.converlang.com

**loto-québec résultats**

**Banco**  
Tirage du 2001-11-13  
05 10 13 16 19  
20 22 23 26 35  
37 38 44 46 47  
50 56 61 62 63

**Quiddienne**  
Tirage du 2001-11-13  
3 4  
785 2727

**Extra**  
Tirage du 2001-11-13  
NUMÉRO: 038518

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.  
T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*

14 novembre 2001

Page A11 manquante

## ÉCRASEMENT À NEW YORK

## Le pilote a tenté de redresser l'avion



RICHARD HÉTY

collaboration spéciale

## LA PRESSE À NEW YORK

L'analyse d'une des boîtes noires du vol 587 d'American Airlines laisse croire que les pilotes ont perdu la maîtrise de l'Airbus A300 après que deux bruits suspects en provenance de la carlingue de l'avion eurent été entendus, a révélé hier le responsable de l'enquête.

Selon George Black, du Bureau national pour la sécurité des transports (NTSB), ces deux « bruits de ferraille » sont audibles sur la bande de l'enregistreur des conversations du cockpit, environ une minute et demie après le décollage.

Black n'a pas précisé qu'elle pouvait être l'origine de ces bruits anormaux qui se sont suivis à environ 14 secondes d'intervalle. Il a cependant précisé que le copilote avait demandé, immédiatement après, que soit mise la « puissance maximum », suggérant que l'avion était peut-être en perte de vitesse.

Quoi qu'il en soit, 23 secondes plus tard, après « des commentaires indiquant une perte de contrôle », l'enregistrement s'est achevé, a précisé Black.

L'Airbus d'American Airlines s'est écrasé lundi dans un quartier résidentiel de Queens, à New York, tuant au moins 262 personnes et secouant une ville pas encore remise des attentats terroristes du 11 septembre qui ont fait des milliers de victimes. L'avion avait décollé à 9 h 13, avec plus d'une heure de retard, en direction de Saint-Domingue.

La boîte noire ayant enregistré les conversations à bord du cockpit a été récupérée lundi. Celle qui contient les données du vol a été retrouvée hier. Elle a été transportée à Washington, où elle sera analysée.

Les enquêteurs continuent à privilégier la thèse de l'accident, même si la cause de l'écrasement de l'Airbus d'American Airlines demeure un mystère complet.

« Pour le moment, les informations que nous possédons laissent croire à un accident », a déclaré la présidente du NTSB, Marion Bla-



Photo AP ©

Par un temps brumeux, les policiers ont poursuivi hier leurs recherches dans les eaux de la Jamaica Bay (ci-dessus), au sud de Queens, et retrouvé le gouvernail de l'avion d'American Airlines. La veille, ils avaient retracé la dérive verticale de l'appareil.

key, hier soir, lors d'un point de presse. « Nous n'avons aucune information qui permettrait de conclure à un acte criminel, à du sabotage ou à du terrorisme. »

Blakey a cependant précisé qu'aucune théorie n'avait encore été exclue. « Nous travaillons étroitement avec le FBI », a-t-elle dit.

Les enquêteurs ont continué hier à passer au crible l'épave de l'Airbus d'American Airlines. Ils ont identifié toutes les pièces importantes de l'avion, dont les deux moteurs, qui sont largement « intacts », a précisé Black.

Les enquêteurs ont également poursuivi leurs interrogations des témoins de l'écrasement.

« Les témoignages se recoupent, a dit Black. Les gens ont vu l'avion balloter, se détacher en morceaux,

puis piquer du nez en tournoyant. »

Selon des experts, la dérive verticale de l'avion a peut-être été la première pièce à se détacher, causant la perte de maîtrise de l'appareil. La dérive a été sortie lundi après-midi des eaux de la Jamaica Bay, au sud de Queens. Le gouvernail a été retrouvé hier au même endroit.

« C'est très bizarre », a commenté Michael Goldfarb, un ancien responsable de l'aviation civile américaine (FAA), lors d'une entrevue à la chaîne de télévision CNN, hier. « Je ne me souviens pas d'un crash où l'on a vu un avion se désagréger de la sorte en plein vol. »

Les enquêteurs ont rejeté hier la possibilité que l'écrasement ait pu être déclenché par des oiseaux passés au travers des réacteurs. Dans son numéro d'hier, le *Wall Street Journal* indiquait que les enquê-

teurs avaient trouvé lundi des débris étrangers à l'intérieur d'un des moteurs. Cette information a été démentie hier. « Il n'y a aucun indice d'objet d'origine extérieure » dans les réacteurs, a déclaré Black.

Le NTSB a néanmoins indiqué que les enquêteurs examineront de près les moteurs General Electric CF-6 de l'Airbus, qui équipent de nombreux avions, y compris l'appareil présidentiel Air Force One. Le modèle CF-6 de GE a été le sujet d'interrogations dans le passé.

Au lendemain du crash, le maire de New York, Rudolph Giuliani, a indiqué que 262 corps avaient été récupérés. Le vol 587 d'American Airlines transportait 251 passagers et neuf membres d'équipe. Au moins deux personnes ont été tuées au sol. Trois autres manquent toujours à l'appel.

Le maire a tenté de reconforter les deux quartiers touchés particu-

lièrement par la tragédie aérienne, Rockaway, où s'est écrasé l'avion, et Washington Heights, où vivent les familles de plusieurs passagers. Les deux quartiers avaient déjà perdu plusieurs résidents dans la destruction du World Trade Center.

« Nous avons deux belles communautés à New York qui ne méritaient pas ce type de douleur », a déclaré Giuliani lors d'un point de presse au Javits Center, à Manhattan, où des secours aux familles étaient offerts.

Le maire de New York a également encouragé les touristes à visiter sa ville et exhorté ses concitoyens à rester combattifs dans l'adversité. « Nous devons apprendre à composer psychologiquement avec ça, a-t-il dit. Nous devons apprendre à pleurer et à jouir de la vie dans la même journée. »

## Chambre sans vue

En reportage à Belfast, en juillet, j'avais rendez-vous avec le syndicaliste Billy Robinson dans son bureau du centre-ville. L'immeuble de la rue York grouillait de policiers. « Ils cherchent une bombe », m'avait informé M. Robinson, comme s'il s'agissait d'un simple détail. En me voyant blêmir, il ajouta en riant : « Vous savez, ici, ça arrive souvent ! »

Je venais d'atterrir dans une ville où le terrorisme a fait partie de la vie pendant 30 ans. « Vous logez à l'Europa ? Saviez-vous que c'est l'hôtel où il y a eu le plus d'attentats à la bombe en Europe ? Il a explosé 27 fois ! On dit qu'à une certaine époque, les chambres sans fenêtre étaient plus chères que les autres », me prévenaient les gens de Belfast, sourire en coin.

Je n'avais pas grand-chose à craindre : cette époque-là est révolue. Depuis le cessez-le-feu de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), en 1994, Belfast respire. « L'atmosphère est beaucoup plus détendue au centre-ville. Il y a 10 ans, les gens se dépêchaient de faire leurs courses et de rentrer chez eux », raconte James O'Brien, inspecteur chef du Service de police de l'Irlande du Nord.

Mais Belfast porte encore les cicatrices de trois décennies de terreur. Comme ce poste de surveillance de l'armée britannique, planté au sommet d'une HLM du quartier farouchement républicain de Falls Road. Comme ces grilles aux fenêtres des quartiers ouvriers, où la violence et la haine font toujours partie du quotidien. Ou encore comme ces affreux postes de police, véritables bunkers de béton recouverts de graffitis et de taches de peinture...

Composées à 92 % de protestants, les forces de police de la province ont longtemps été la cible de l'IRA, qui les considérait comme le bras armé des unionistes. Durant les troubles, 302 policiers ont été tués, la plupart par la milice républicaine. Forcément, les stations se sont transformées en forteresses, à l'épreuve des balles, des bombes et même des tirs de roquettes, avec



ISABELLE HACHEY

envoyée spéciale

## À BELFAST

des écrans protecteurs hauts de plusieurs mètres.

« Il n'y a pas beaucoup de fenêtres ici. On se sent un peu comme dans un sous-marin », admet M. O'Brien, qui me fait visiter la station fortifiée de Grosvenor Road, dans l'ouest de la ville. Dans le parc de stationnement, les « Land Rover grises », comme on appelle les voitures de police en Irlande du Nord, ressemblent davantage à des tanks, conçues pour résister aux balles et aux cocktails Molotov.

« La défaite du terrorisme a longtemps été l'objectif principal de la police, bien avant la lutte contre le crime », dit celui qui a échappé à deux tentatives de meurtre en 20 ans de carrière. « Mais c'est en train de changer. Nous tentons progressivement de normaliser l'apparence des stations et de démanteler les postes de surveillance. »

Le 4 novembre, la Royal Ulster Constabulary a été rebaptisée par un titre plus neutre, le Service de police de l'Irlande du Nord. L'embauche de policiers catholiques fait aussi partie de la réforme, d'autant plus urgente qu'une partie de la communauté catholique n'accorde aucune confiance aux forces de l'ordre et préfère se fier... aux paramilitaires de l'IRA pour régler leurs problèmes.

M. O'Brien pointe l'index vers une Land Rover. Le véhicule blindé est identique aux autres, sauf qu'il a été peint en blanc, avec des touches de bleu et de jaune. « Cela fait partie de notre programme de normalisation », dit fièrement l'inspecteur. Il faut bien commencer quelque part.

Les attentats du 11 septembre ont rappelé que les citoyens de plusieurs villes du monde doivent composer avec la menace d'attaques terroristes. Peut-on s'habituer à vivre sa vie de tous les jours dans un tel climat? Aujourd'hui, dans le cinquième volet de notre série, la ville de Belfast.



changé. Ils ont compris qu'on ne peut soutenir une organisation terroriste, quelle qu'elle soit, qui tente de déstabiliser un gouvernement démocratique. »

M. Gallagher aimerait voir le Royaume-Uni

adopter l'attitude musclée des États-Unis pour éradiquer le terrorisme de l'Irlande du Nord. Mais c'est tout le contraire qui se produit. Car dans cette province qui émerge à peine d'un long conflit sanglant, la justice doit parfois être reléguée au second plan afin de permettre à la paix de prendre racine.

Ainsi, l'an dernier, les terroristes responsables des pires atrocités commises durant les troubles ont été libérés après avoir purgé une fraction de leur peine. L'amnistie des prisonniers constituait l'une des conditions les plus controversées des accords de paix d'avril 1998.

Les pouvoirs de la police ont aussi été considérablement affaiblis. « Nous travaillons maintenant avec des législations criminelles ordinaires », dit l'inspecteur chef James O'Brien. Comme tout le monde en Irlande du Nord, il connaît l'identité des responsables du terrible attentat d'Omagh. Mais les preuves ne sont pas suffisantes, dit-il, pour les faire condamner hors de tous doutes raisonnables.

Pour M. Gallagher, il s'agit d'un échec honteux de la part du gouvernement britannique qui se pose comme le principal allié des États-Unis dans la guerre mondiale contre le terrorisme. « Selon moi, il n'y a pas de différence entre le terrorisme musulman et le terrorisme chrétien. Parce qu'au bout du compte, ce sont toujours des innocents qui en paient le prix. »

## La tragédie d'Omagh

Les troubles ont fait 3500 morts et 20 000 blessés en Irlande du Nord. Dans cette petite province, rares sont ceux qui n'ont pas été victimes du terrorisme, d'une façon ou d'une autre. Mais Michael Gallagher en a eu plus que sa part.

En 1973, une bombe de l'IRA a fait exploser sa maison, malencontreusement construite à côté d'un poste de police. En 1984, son frère a été froidement assassiné par l'IRA, le prix à payer pour avoir osé s'enrôler. « Je pensais que c'était la pire chose qui pouvait m'arriver, dit M. Gallagher. Mais ça ne l'était pas. »

Le 15 août 1998, la vie de M. Gallagher a basculé. Quatre mois après la signature des accords de paix, l'IRA-véritable, un groupe de dissidents républicains, a perpétré le pire massacre des troubles en faisant exploser une voiture piégée en plein centre-ville d'Omagh. Vingt-neuf personnes ont perdu la vie et des centaines d'autres ont été blessées.

Le prêtre catholique Kevin Mullan a été l'un des premiers arrivés sur les lieux. « La scène était très vaste. Il y avait des corps, des blessés partout. J'ai donné les derniers sacrements aux mourants. » Inquiet pour son fils Adrian, 21 ans, M. Gallagher s'est précipité à l'hôpital où, dit-il, « les blessés continuaient à arriver, en ambulance, en voiture et même à pied ». Après 14 heures d'insupportable attente, il a été guidé vers une morgue temporaire pour identifier le corps de son fils.

Trois ans plus tard, « plusieurs personnes ne sont jamais retour-

nées au centre-ville », dit le père Mullan. Omagh, petite ville anonyme devenue la plus grande victime du terrorisme en Europe, est encore sous le choc. Selon une enquête des services sociaux, un adolescent sur cinq avait un ami ou un membre de sa famille tué dans l'explosion. Et de nombreux suicides de jeunes hommes ont été imputés à la détresse provoquée par l'attentat.

Avec ses 4500 morts, New York risque de traverser la même crise, à grande échelle. Le Centre de trauma d'Omagh enverra bientôt une équipe pour conseiller les travailleurs sociaux de la métropole américaine. « Nous sommes trois ans en avance sur ces familles et nous connaissons les douloureuses étapes qu'elles auront à traverser, dit M. Gallagher. Les fêtes, les Noël, les anniversaires... »

## Deux visions du monde

Contrairement aux Américains, les Nord-Irlandais ont une vision du monde façonnée par 30 ans de conflit, estime le prêtre protestant Robert Herron, un ami du père Mullan. « L'été dernier, j'ai passé un mois aux États-Unis et ce qui m'a beaucoup frappé, c'était l'extrême confiance des Américains en l'avenir, leur sentiment d'invulnérabilité. »

Tout cela s'est écroulé avec les tours jumelles, croit M. Gallagher. Maintenant que les Américains ont goûté au terrorisme, ils ne considèrent plus les membres de l'IRA comme de nobles combattants de la liberté, dit-il. « Certains d'entre eux jouaient le jeu patriotique. Mais le 11 septembre a tout

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

14 novembre 2001

Page A13 manquante

# Les Ryan, Charron, Allaire, Laviolette et autres réclament une réforme du mode de scrutin

ANDRÉ DUCHESNE

PRESSÉ de toutes parts de modifier en profondeur le mode de scrutin au Québec pour introduire le vote proportionnel, le gouvernement Landry se dit ouvert à la réflexion. Avec des réserves.

« J'ai étudié ou enseigné dans des pays à scrutin proportionnel et j'ai pu voir de près la qualité démocratique que ça peut donner. Cependant, dans un régime parlementaire britannique, si le gouvernement n'a pas la majorité en tout temps sur une question importante, il tombe. Alors, comment est-ce qu'on concilie cela ? » a demandé le premier ministre Bernard Landry.

Il répondait alors à une question par le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, en Chambre, hier. Plus tôt dans la journée, une coalition de 125 personnalités issues des milieux politiques, syndicaux, étudiants et autres tenait à Montréal une conférence de presse réclamant la tenue d'un débat public et d'une commission parlementaire avec pour objectif de modifier le système actuel, dit uninominal à un tour.

Au nombre de ces personnalités, on retrouve Claude Ryan, Claude Charron, Jean Allaire et le président de la CSN, Marc Laviolette.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

**Claude Ryan et Claude Charron ont donné leur appui au Mouvement Démocratie nouvelle qui réclame la tenue d'un vaste débat sur le mode de scrutin au Québec.**

Selon eux, la formule du vote uninominal à un tour tel que nous la connaissons est non seulement non

représentative des nouveaux courants d'expression populaire, mais provoque le désengagement des ci-

toyens qui boudent leur devoir au moment de la tenue des élections.

« On commet un crime contre la démocratie de façon consciente. On doit, au contraire, pouvoir matérialiser la présence des voix de tous à l'Assemblée nationale, tonne Marc Laviolette. Le Québec sera-t-il le dernier à fermer la lumière sur ce système dépassé », ajoute-t-il en référence au fait que seuls le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada utilisent encore ce mode de scrutin.

Claude Ryan : « Un principe fondamental veut que chaque personne ait un droit de vote égal à une autre personne. Et il est important que ce principe soit respecté. Le mode de scrutin québécois est une des rares institutions à ne pas avoir fait l'objet d'une réforme majeure. »

Claude Charron : « Certains groupes n'ont pas le droit de parole qu'ils méritent à l'Assemblée nationale. Il est temps que le Québec passe d'une société en noir et blanc à une société en couleurs. »

Andrée Mayer-Périard, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) fait quant à elle le constat que les jeunes sont à la fois informés, politisés ET qu'ils vont de moins en moins voter. « C'est grave. »

Le scrutin majoritaire uninomi-

nal se traduit par des situations comme celle des élections provinciales de 1998 alors qu'avec une majorité de 40 000 voix dans l'ensemble du Québec, le Parti libéral s'est retrouvé dans l'opposition avec seulement 48 sièges, contre 71 au PQ.

Le Parti québécois, qui avait fait élire seulement 7 puis 6 députés à l'Assemblée nationale en 1970 et 1973 avait pourtant reçu l'appui de 23 et de 30 % des électeurs. En 1998, l'Action démocratique, avec 11,8 % des voix n'a fait élire que son chef, Mario Dumont.

Il n'y a pas si longtemps, le premier ministre souhaitait qu'une réforme soit entreprise uniquement après l'accession du Québec à la souveraineté. Hier, ses propos étaient nuancés.

« Moi je suis partisan de la proportionnelle, a-t-il dit. Je l'ai toujours été (...) Nous allons attaquer de front la question et par un moyen ou l'autre — commission parlementaire, commission parlementaire élargie ou autre — parce qu'on prend en sérieuse considération la pétition multipartisane qui nous est soumise, nous allons au nom de notre société essayer de voir cette question de la proportionnelle et arriver à un meilleur régime de représentation démocratique. »

# SEARS

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 25 NOVEMBRE 2001, SAUF AVIS CONTRAIRE

## Le choix

DU GÉRANT

**598\$**

**LAVE-VAISSELLE ÉLECTRONIQUE KENMORE LAVAGE ULTRA**  
Système de lavage sur 5 niveaux.  
N° 15632. Rég. Sears 719,99.  
Aussi en noir ou biscuit

**748\$**

**CUISINIÈRE KENMORE À FOUR À NETTOYAGE FACILE ET À DESSUS LISSE**  
Commandes électroniques.  
N° 66253. Rég. Sears 1069,99.  
Aussi en noir sur blanc ou en biscuit.  
Supplément pour four autonettoyant

**898\$**

**RÉFRIGÉRATEUR KENMORE DE 20,8 PI'**  
4 demi-tablettes à rebord. N° 61182.  
Rég. Sears 1199,99.  
En blanc ou biscuit



**298\$**

**ASPIRATEUR-TRAÎNEAU KENMORE™ 12 A**  
Triple filtration.  
Filtre électrostatique. N° 20200.  
Rég. Sears 449,99.

**598\$**

**LAVEUSE DUO KENMORE DE SUPER CAPACITÉ**  
Laveuse 3,2 pi³ à moteur à 3 vitesses, 4 combinaisons.  
N° 22722. Rég. Sears 779,99.  
Sécheuse 7 pi³ à 10 options.  
N° 62722. Rég. Sears 599,99.  
Supplément pour sécheuse à gaz. Tous les raccords au gaz doivent être faits selon les normes locales en vigueur

**498\$**

**SÉCHEUSE**

**moitié prix**

**MACHINE À COUDRE KENMORE À 8 POINTS**  
25 variantes de points.  
N° 12908. Rég. Sears 399,99.  
**198 \$**  
Prix en vigueur jusqu'au lundi 24 décembre 2001

**Kenmore** @/MD

## Du plomb dans l'aile

DENIS LESSARD

QUÉBEC — L'idée d'un référendum sur les points d'impôt en même temps que des élections générales a du plomb dans l'aile. Le projet d'un groupe de jeunes péquistes de soumettre une telle proposition au prochain conseil national du parti s'est heurtée à de nombreux obstacles.

Dans le comté de Mercier, l'association péquiste a unanimement « refusé de lier le gouvernement avec un référendum électoral sur le rapatriement des points d'impôt ».

En réunion, hier soir, les membres de l'association péquiste de Mercier ont en effet décidé de reformuler la proposition. Approuvé par François Rebello, l'un des instigateurs du projet à l'origine, la nouvelle proposition, moins contraignante pour Québec, préconise que les instances du Parti québécois étudient « les différentes avenues possibles pour procéder au nécessaire rapatriement des points d'impôt au Québec (et particulièrement étudier la pertinence de tenir un référendum à cet effet) ».

L'idée d'un référendum en même temps que des élections générales devait, selon Sylvain Gendron, un jeune militant abitibien, et François Rebello, de Montréal, permettre que le débat politique « sorte de la sclérose causée par la confrontation entre souveraineté et fédéralisme ».

Rapidement, l'establishment du PQ a réproposé cette idée. La résolution devait plutôt être déposée pour étude ultérieure, après le dépôt du rapport de l'ex-ministre Yves Séguin sur le déséquilibre fiscale entre Ottawa et Québec.

« Pour moi, cette nouvelle formulation équivaut à un dépôt », d'expliquer Mario Beaulieu, président régional de Montréal-Centre. Précisant qu'il n'avait pas eu le temps de faire une tournée des 14 comtés de sa région, il constate que l'idée d'un référendum sur les points d'impôt ne soulevait guère d'enthousiasme chez les militants. Dans l'Ouest-de-l'Île, les 17 comtés formant Montréal-Ville-Marie se sont dits opposés au référendum sur les points d'impôt.

Même son de cloche dans la région de Québec où le président, Gilles Grenier, prédisait déjà en début de semaine que la proposition allait être reformulée pour devenir plus acceptable au gouvernement.

François Rebello, de son côté, soulignait que l'idée d'un référendum sur les points d'impôt « ne finira pas dans l'eau de vaisselle ». « Si les gens avaient voulu la batre, comme la proposition de (Jean-François) Lisée à l'époque, ils l'auraient fait. On a réussi à ne pas faire fermer la porte à une idée comme ça, c'est pas rien au PQ », lance-t-il, soulignant que de proches conseillers du premier ministre Bernard Landry, dont Josée Legault, étaient farouchement opposés à l'idée à l'origine. M. Landry s'est bien gardé de lui couper les ailes, observe-t-il.

### Il y a des magasins Sears près de chez vous

Gros appareils ménagers disponibles dans les magasins suivants:

#### Amos

Magasin-concession d'Amos (819) 732-6451

#### Deux-Montagnes

Les Promenades Deux-Montagnes (450) 491-5000

#### Drummondville

Les Promenades de Drummondville (819) 478-1381

#### Granby

Les Galeries de Granby (450) 375-5770

#### Joliette

Magasin-concession de Joliette (450) 759-3900

#### Mont Laurier

Magasin-concession de Mont Laurier (819) 623-4100

#### Montréal

Magasin de meubles et d'électroménagers d'Anjou  
Langelier et Jean Talon (514) 254-4213  
Magasin de meubles et d'électroménagers de Brossard  
Boulevard Taschereau et boulevard Napoléon  
(450) 678-9066

Magasin de meubles et d'électroménagers de LaSalle  
Boul. Newman et Boul. Shenkus (514) 365-5070  
Carrefour Laval (450) 682-1200  
Mail Champlain Brossard (450) 465-1000  
Magasin de meubles et d'électroménagers de Laval  
Boulevard Curé Labelle et autoroute 440 (450) 682-0495

Les Galeries d'Anjou (514) 353-7770

Place Vertu (514) 335-7770

Promenades St-Bruno (450) 441-6603

St-Jérôme (450) 432-2110

#### Pointe Claire

Centre Fairview Pointe Claire (514) 694-8815  
Magasin de meubles et d'électroménagers de Pointe Claire  
Boul. des Sources et autoroute Transcanadienne  
(514) 694-3984

#### Repentigny

Les Galeries Rive Nord (450) 582-5532

#### Rouyn-Noranda

Place Rouanda (819) 797-2321

#### Sorel

Les Promenades de Sorel (450) 746-2508

#### St-Hyacinthe

Magasin-concession de St-Hyacinthe (450) 773-6601

#### St-Jean

Le Carrefour Richelieu St-Jean (450) 349-2651

#### St-Jérôme

Le Carrefour du Nord (450) 432-2110

#### Val d'Or

Magasin-concession de Val d'Or (819) 825-3181

#### Valleyfield

Magasin-concession de Valleyfield (450) 371-3050

### Gros appareils ménagers de Sears: record de ventes au Canada

D'après des sondages indépendants dans tout le pays, en vigueur au moment de la préparation de la publicité



Gros appareils ménagers en ligne au [www.sears.ca](http://www.sears.ca)

## CONCENTRATION DES MÉDIAS

# Les élus ne trouvent aucun mécanisme de surveillance

DENIS LESSARD

**QUÉBEC — Le phénomène de la concentration de la presse doit être surveillé, conviennent les élus péquistes et libéraux qui ne peuvent toutefois s'entendre sur la façon d'y parvenir.**

La commission de la culture qui s'était penchée en début d'année sur la concentration de la presse a déposé, hier, un rapport qui laisse pendante la question centrale du rôle de « cerbère » que devrait jouer le gouvernement devant les risques que représente pour la diversité de l'information, l'apparition de grands groupes de presse. La commission avait entrepris ses travaux peu après l'achat par Gesca (propriétaire de *La Presse*) des quotidiens francophones du groupe Hollinger — *Le Soleil*, *Le Droit* et *Le*

*Quotidien*. Les députés se sont aussi penchés sur le phénomène de la « propriété croisée », notamment les conséquences de l'acquisition par Quebecor, de Vidéotron, propriétaire de TVA.

En conférence de presse, les députés ont rendu public le rapport publié dans *La Presse* d'hier : libéraux et péquistes s'entendent sur 14 recommandations proposant notamment la mise en place d'ombudsmans dans les grands conglomerats, un partage plus équitable pour les petits médias de l'assiette publicitaire gouvernementale. On préconise aussi la conclusion d'une entente entre Ottawa et Québec pour simplifier l'application des politiques touchant les médias écrits et électroniques.

Mais, s'ils s'entendent sur le principe d'une « vigie » pour surveiller le maintien de la diversité des sources d'information, les deux partis ne sont pas parvenus à s'accorder sur la façon d'y arriver. Pour

les péquistes, un « Conseil de la diversité de l'information » devrait être mis en place pour constater l'évolution de la diversité des sources d'information et faire des recommandations au gouvernement. Selon les libéraux, un rôle de surveillance devrait être confié à l'Observatoire de la culture et des communications, une direction de l'Institut de la statistique.

Membre de la commission, le député péquiste François Beaulne, de Marguerite-d'Youville, a souligné que les deux partis « divergeaient d'opinion » quant au mécanisme à adopter. « Pour nous, l'Observatoire a pour mandat de colliger des données, pas de les digérer ni de faire des recommandations », a-t-il dit.

Pour les libéraux, Lyne Beauchamp insistait sur le fait que l'idée d'une « vigie » était appuyée par les deux partis, bien qu'on n'ait pu arriver à proposer un mécanisme qui fasse l'affaire de tout le monde.

L'absence d'un consensus sur cette question centrale a été vite relevée par la Fédération nationale des communications (CSN), « déçue » et surprise que « les partis politiques n'aient pas réussi à s'entendre sur l'établissement d'un Conseil ou de tout autre mécanisme visant à réglementer les mouvements de propriété de la presse écrite ».

« Nous sommes en droit de nous demander si la commission parlementaire reposait sur une volonté politique réelle de baliser la presse pour éviter que des intérêts commerciaux et économiques des groupes de presse aient préséance sur le droit du public ». Les conclusions d'hier sont « des résultats peu convaincants », affirme la FNC. Des sources au sein de la commission expliquaient dans les coulisses que devant le peu d'intérêt du cabinet de M. Landry pour une approche coercitive, les élus péquistes avaient vite accepté que leur projet

très interventionniste à l'origine soit ramené à sa plus simple expression.

Pour le député Beaulne, la position de la commission s'explique quand on considère les engagements à l'autoréglementation que sont venus prendre, en commission parlementaire, les patrons des grands regroupements de médias, comme Gesca (à qui appartient *La Presse*) et Quebecor. Tous sont venus assurer que les salles de rédaction des médias dont ils sont propriétaires allaient conserver leur autonomie. « On les prend au mot, qu'ils fassent leurs preuves, sinon des mécanismes sont prévus dans nos recommandations pour agir en conséquence », a dit M. Beaulne.

cyberpresse.ca Une sélection des mémoires déposés à la commission, un forum et nos analyses à [www.cyberpresse.ca/concentration](http://www.cyberpresse.ca/concentration)

## Les jeunes Québécois ne fument pas plus qu'en 1998

PAUL ROY

QUÉBEC — Les écoliers québécois n'étaient pas plus nombreux à fumer en 2000 qu'en 1998, révèle une étude de l'Institut de la statistique du Québec. Pas moins nombreux non plus, d'ailleurs. Ou si peu : 30,4 % en 1998, 29 % en 2000. Un écart insignifiant, statistiquement parlant. Encourageant, tout de même, puisque le tabagisme avait sensiblement augmenté chez les jeunes Nord-Américains, depuis 1990.

Mais ce n'est pas avant l'automne 2002 que l'on pourra mesurer l'effet qu'auront eu sur l'imaginaire écolier les gencives noires et autres poumons avariés apparus cette année sur les paquets de cigarettes. L'effet, également, d'autres mesures, dont les récentes hausses de taxes venues d'Ottawa et de Québec.

L'Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire, dont les

résultats pour l'an 2000 ont été publiés hier, est la deuxième d'une série d'enquêtes biennales visant à suivre l'évolution de l'usage de la cigarette chez les jeunes Québécois. La première avait été réalisée à l'automne 1998 et la prochaine le sera à l'automne 2002.

En 2000, 18,6 % des élèves québécois fréquentant une école secondaire (22 % des filles et 16 % des garçons) étaient des fumeurs « quotidiens » ou « occasionnels », c'est-à-dire ayant fumé au moins 100 cigarettes depuis le berceau ; 10,4 % étaient des fumeurs « débutants », ayant fumé moins de 100 cigarettes.

La quantité de cigarettes fumées quotidiennement n'a par ailleurs pas changé entre 1998 et 2000, pas plus que l'âge moyen d'entrée dans le monde des fumeurs (12 ans). On a toutefois observé un changement parmi le groupe des non-fumeurs. En effet, la proportion d'élèves n'ayant jamais fumé a augmenté,

passant de 48 % à 54 %. Un gain contrebalancé par une diminution (de 18,6 % à 14,6 %) de la proportion d'« anciens expérimentateurs », soit les élèves qui délaissent la cigarette avant d'avoir atteint le seuil critique de 100 cigarettes.

Les filles, on l'a vu, sont plus nombreuses à fumer. Elles sont également plus nombreuses (15 % pour les filles, 10 % pour les garçons) à fumer quotidiennement.

L'enquête révèle en outre que le quart des élèves fumeurs allument leur première cigarette dans les 30 minutes qui suivent leur réveil ; que les amis exercent une influence considérable sur les comportements tabagiques des élèves ; que le tabagisme des proches (parents, frères, soeurs) les influence également de façon importante.

Seulement 16 % des élèves qui fument disent s'approvisionner exclusivement en achetant eux-mêmes leurs cigarettes.

**MOBILART**  
*Meubles & décor*

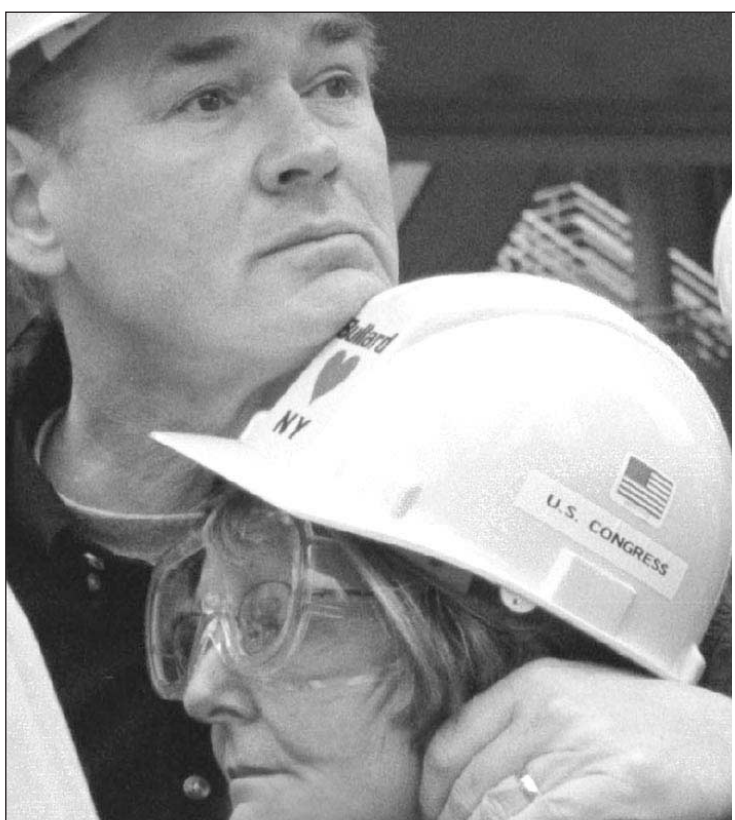


*Mobiliers haut de gamme*

Aussi disponible armoire plus étroite avec une seule porte

**5805 Transcanadienne, Ville St. Laurent**  
(Rond point côte-de-Liesse et Transcanadienne)  
**(514) 748-9500**

Lun. au mer.: 9 h à 18 h / jeu. et ven. : 9 h à 20 h • sam.: 10 h à 17 h / dim.: midi à 17 h  
Autre magasin Mobilart C&R 6529, boul. Décarie (coin Plamondon) 514-344-1400



## L'INFO D'HEURE EN HEURE

Pour savoir: 24 bulletins de nouvelles nationales et internationales.  
Pour comprendre: 5 magazines d'actualité. Tous les jours.

[www.radio-canada.ca/radio](http://www.radio-canada.ca/radio)

 **95.1** FM  
Première chaîne radio

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*

14 novembre 2001

Page A16 manquante

## MONDE

# Russes et Américains promettent de réduire leurs arsenaux nucléaires des deux tiers



ALEXANDRE SIROIS

envoyé spécial

## À WASHINGTON

LES ÉTATS-UNIS et la Russie réduiront des deux tiers le nombre d'armes nucléaires en leur possession au cours des dix prochaines années. L'arsenal nucléaire américain passera de quelque 7000 armes à aussi peu que 1700, a annoncé hier George W. Bush, qui n'a pas hésité à parler de l'avènement d'un « jour nouveau dans la longue histoire des relations entre la Russie et l'Amérique ».

À l'occasion de la première partie d'un sommet de trois jours avec son homologue russe Vladimir Poutine, M. Bush a répété que les liens entre les deux pays sont en train de changer. « Nous transformons une relation d'hostilité et de suspicion en une relation fondée sur la coopération et la confiance qui va accroître les possibilités de paix et de progrès pour nos citoyens et pour les peuples du monde entier », a-t-il déclaré lors d'un point de presse à la Maison-Blanche.

Le président américain a ainsi signalé à son invité qu'il va réduire le nombre d'ogives nucléaires déployées « à un niveau se situant entre 1700 et 2200 au cours de la prochaine décennie ». Une initiative qui va au-delà de ce qui avait été prévu par le traité Start II, selon lequel les États-Unis devaient faire passer le nombre de têtes nucléaires à 3500 d'ici 2007.

« Les niveaux actuels de nos forces nucléaires ne reflètent pas les réalités stratégiques d'aujourd'hui », a soutenu M. Bush hier après-midi. M. Poutine a aussitôt affirmé qu'il a « beaucoup apprécié » la décision américaine. Tellement qu'en soirée, le président russe a indiqué que son gouvernement réduira son arsenal de façon similaire.

« Nous n'avons plus besoin de nous intimider les uns les autres pour atteindre des accords », a déclaré M. Poutine. La sécurité n'est pas installée par des tas de métal ou par des armes. Elle est créée par la volonté politique d'individus, de nations et de leurs dirigeants. »

À l'instar du président américain, M. Poutine a fait l'éloge des contacts entre son pays et les États-Unis, profondément modifiés de-

puis les attaques terroristes du 11 septembre en sol américain. Selon lui, le seul fait que les deux chefs d'État en soient à leur quatrième rencontre depuis juin illustre bien la dynamique actuelle des relations entre les deux pays.

« Nous nous comprenons mieux et nos positions se rapprochent dans des sujets clés en matière de relations bilatérales et internationales, a-t-il déclaré. Nous avons l'intention de démanteler de façon décisive les vestiges de la guerre froide et de développer un partenariat entièrement nouveau, à long terme. »

En revanche, le président américain a dû admettre que les négociations avec son homologue ne débloquent pas pour ce qui est du bouclier antimissile. « Nous avons des points de vue différents au sujet du traité ABM et nous allons continuer le dialogue et les discussions pour être en mesure de développer un cadre de travail stratégique qui nous permettra à tous les deux de faire face aux véritables menaces du XX<sup>e</sup> siècle en tant que partenaires et amis, pas en tant qu'adversaires », a-t-il dit.

Le projet de bouclier antimissile de M. Bush est compromis par le traité ABM qui date de 1972. Washington affirme que ce traité est dépassé, ce que Moscou a reconnu du bout des lèvres il y a quelques jours. « Nous avons eu de bonnes discussions aujourd'hui, nous avons eu de bonnes discussions à Shanghai, nous avons eu de bonnes discussions en Slovaquie et nous aurons de bonnes discussions à Crawford », s'est contenté de préciser M. Bush, ajoutant qu'il a « clairement entendu » ce que le président Poutine avait à dire sur la question.

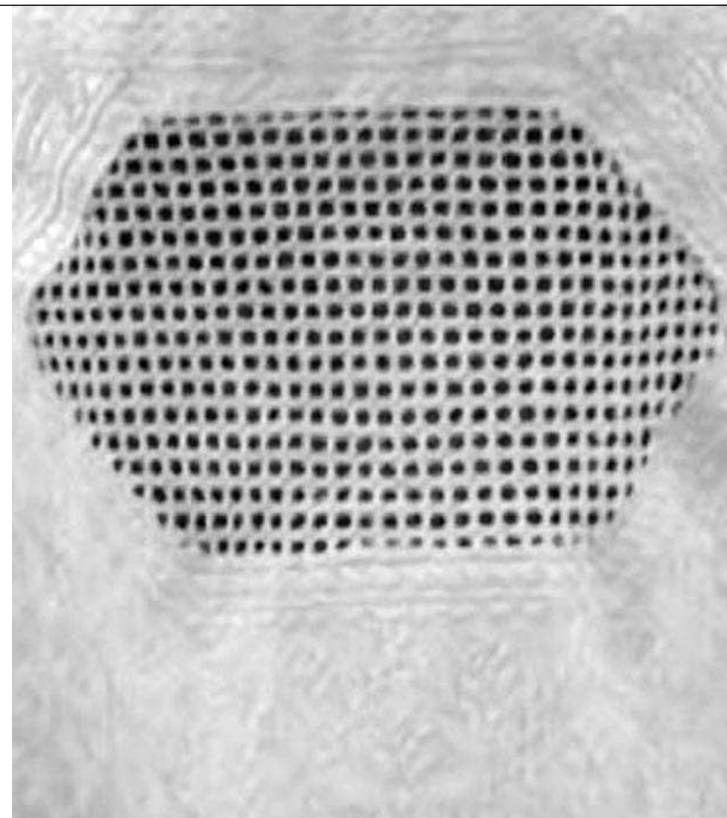
Pour M. Bush, le traité ABM représente ni plus ni moins qu'un morceau de papier qui avait une signification jadis, lorsque les relations entre les États-Unis et la Russie étaient « haineuses ». « Et je pense que nous avons besoin d'avoir un nouveau cadre de travail stratégique qui reflète la nouvelle relation basée sur la confiance et la coopération », a soutenu le président américain.

Par ailleurs, M. Poutine a offert ses condoléances à la suite de l'écrasement d'avion de lundi. Le président russe, qui a pu hier visiter la Maison-Blanche avec ses collègues, sera reçu aujourd'hui avec sa femme à Crawford, au Texas. M. Poutine s'entretiendra à nouveau avec le président américain jeudi, après avoir passé la nuit dans son ranch.



Photo REUTERS ©

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue américain George W. Bush s'en allant rencontrer la presse, hier à Washington.



## L'INFO EN PROFONDEUR

Pour savoir: 24 bulletins de nouvelles nationales et internationales.  
Pour comprendre: 5 magazines d'actualité. Tous les jours.

[www.radio-canada.ca/radio](http://www.radio-canada.ca/radio)

 **95.1** FM  
Première chaîne radio

# L'Union européenne prête à accueillir 10 nouveaux pays dès 2004

d'après AFP

STRASBOURG — Dix pays candidats peuvent toujours prétendre achever leurs négociations d'adhésion en 2002 pour une entrée effective dans l'Union européenne (UE) dès 2004, a annoncé hier la Commission européenne.

« Compte tenu du rythme actuel des négociations et des progrès accomplis jusqu'à présent, la Commission devrait pouvoir formuler des recommandations concernant les pays candidats prêts à entrer dans l'Union » dans un an, en novembre 2002, a annoncé la Commission en adoptant à Strasbourg le rapport annuel sur l'état d'avancement des négociations d'adhésion.

Un tel scénario d'élargissement de l'Union à dix nouveaux membres, en une seule fois, représenterait l'expansion la plus importante de la communauté européenne depuis le début de sa construction.

Il appartiendrait par conséquent à la fin de la présidence danoise de l'UE, en dé-

cembre 2002, d'annoncer les pays retenus pour l'élargissement pour qu'ils puissent, après le processus de ratification, participer aux élections au Parlement européen, en 2004. L'ambition d'un tel calendrier avait été retenue par les Quinze dès le sommet européen de Göteborg, en juin dernier.

L'exécutif bruxellois a rendu public également une évaluation « stratégique » d'ensemble sur les perspectives de l'élargissement en cours, qui concerne en tout treize pays. Les 10 pays susceptibles de terminer les négociations d'ici un an sont : Chypre, Malte, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovaquie.

Sans faire de classement, la Commission a effectué une subtile distinction entre les pays candidats dans leur état de préparation économique, distribuant bons et mauvais points à chacun d'entre eux.

Chypre et Malte, a-t-elle souligné, disposent d'économies de marché viables ca-

pables d'affronter la concurrence et le jeu des forces du marché au sein de l'UE, les deux critères économiques réclamés par l'Union pour adhérer. La division de Chypre, entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, ne constituera pas un obstacle pour l'adhésion de l'île à l'Union européenne, a averti la Commission à l'adresse de la Turquie. Elle a invité Ankara à s'impliquer dans la recherche d'une solution à la division de l'île.

La Commission a regroupé ensuite la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovaquie dans un ensemble de pays à l'économie de marché viable mais qui doivent faire des adaptations pour affronter la concurrence de l'UE « à court terme ».

Viennent enfin la Bulgarie et la Roumanie. Le retard de la Bulgarie et de la Roumanie est considéré comme trop important pour qu'elles puissent faire partie de la « première vague » d'élargissement.

La Turquie est candidate mais n'a pas ouvert les négociations.

## Un responsable de l'OLP tend une perche à Israël

d'après AP

JÉRUSALEM — Le numéro 1 de l'OLP à Jérusalem a déclaré hier que les Palestiniens devaient comprendre qu'Israël n'accepterait pas le retour des quelque 4 millions de réfugiés palestiniens, mais a estimé que l'État hébreu devrait de son côté accepter d'abandonner les colonies de Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est.

« Les Palestiniens exigent un État de Palestine qui s'étende sur la totalité des territoires occupés en 1967, sans implantations (juives) ni contrôle israélien », a expliqué Sari Nusseibeh, professeur de philosophie et confident d'Arafat, à une réunion de l'Association de la presse étrangère à Jérusalem.

« Je crois que l'un des grands torts faits au processus de paix a été la poursuite des implantations. C'est vrai pour la Cisjordanie mais aussi pour Jérusalem-Est. L'opinion publique israélienne doit l'admettre », a-t-il dit.

Le secrétaire du cabinet palestinien, Ahmed Abdel Rahman, a approuvé les propos de Nusseibeh. Le président de l'Autorité palestinienne Arafat a lui aussi répété au secrétaire d'État américain, Colin Powell, que l'État palestinien devrait comprendre toute la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est, selon le négociateur palestinien Saeb Erekat.

Aucun commentaire n'a été fait côté israélien.



Dès demain

# Sautez à pieds joints sur les vins nouveaux

18+

La modération  
a bien meilleur goût.

EducValcool



SAQ

Au plaisir!



www.saq.com

Quantités limitées.

# Forum



Les soldats de l'Alliance du Nord entrant dans Kaboul, hier.

Photo REUTERS

## Le plus dur reste à venir

**JEAN-PHILIPPE RACICOT**  
Chercheur à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

*Les gains dans le nord de l'Afghanistan sont, certes, appréciables pour les États-Unis et la coalition du Nord, mais il ne s'agit que d'une victoire partielle contre les talibans.*



ENCORE UNE FOIS, la guerre moderne nous a démontré qu'une situation difficile peut rapidement devenir favorable. Les brumes de la guerre sont insaisissables, pour reprendre la métaphore du célèbre stratège prussien du XIX<sup>e</sup> siècle Carl Von Clausewitz, et bien peu d'experts et d'analystes auraient prédit la semaine dernière un dénouement aussi rapide de la situation dans le Nord de l'Afghanistan. Les troupes de la coalition du Nord sont à Kaboul, après avoir saisi les villes clés de Mazar-e-Charif et Hérat. Tout cela en six jours de combat à peine, alors que les hostilités ont été amorcées le 7 octobre. Comment expliquer ce revirement dramatique ? Nous estimons qu'il s'agit en fait de la convergence de plusieurs facteurs qui, tôt ou tard (dans ce cas-ci assez tôt), allaient porter leurs fruits.

Le premier facteur est la modification du type de bombardement effectué par les bombardiers et les chasseurs-bombardiers américains au cours des 10 derniers jours. Durant les premiers jours et les premières semaines de frappes, l'objectif principal était de détruire le dispositif antiaérien afghan et de s'assurer la maîtrise des airs. On peut dire

que cette phase a été un succès éclatant puisque jusqu'à maintenant aucun appareil américain, mis à part les drones de reconnaissance télégués, n'a été abattu par les talibans. La seconde phase des frappes aériennes, qui était menée pratiquement en simultané avec la première, cherchait à détruire les centres névralgiques de contrôle et de commandement des talibans afin de paralyser leur effort de guerre et peut-être abattre les hauts dirigeants tels le mollah Omar et Oussama ben Laden. Cette phase semble avoir été moins heureuse puisque les talibans ont jusqu'à tout récemment offert une résistance assez bien organisée. La troisième phase de frappes, le soutien rapproché (close air-support) celle qui a été amorcée au début du mois de novembre, vise maintenant les concentrations de troupes talibanes sur les lignes de front et autour des grandes villes afghanes. En frappant directement les forces talibanes au sol, la puissance aérienne américaine permet aux troupes de la coalition du Nord de mener des opérations beaucoup plus efficaces.

Un second facteur est le type d'armes employées lors des frappes aériennes. Lors de

deux premières phases de la campagne aérienne, les munitions employées étaient des munitions de haute précision, guidées par satellite, par laser ou par caméra vidéo. Elles visaient à abattre des cibles précises tout en limitant le plus possible les dommages faits aux populations et aux infrastructures civiles. Le problème est que ces armes ne peuvent frapper qu'un nombre restreint de cibles à la fois (on estime à une centaine le nombre de cibles fixes touchées) et qu'elles ne mènent pas à des gains rapides au sol. Les armes employées plus récemment, par contre, telles les bombes à fragmentation et l'énorme bombe de 15 000 livres d'explosif « coupe-pâquerettes » (Daisy-Cutter) sont des armes qui visent des larges concentrations de troupes au sol. Ici, la précision importe peu puisque ces armes couvrent un large rayon et ont un effet dévastateur pour l'infanterie. De plus, le souffle de la bombe coupe-pâquerettes permet même de déminer rapidement un certain rayon de territoire. Ces munitions, en plus d'offrir des résultats sur le terrain, sont aussi de puissantes armes psychologiques.

Finalement, l'entraînement et les armes fournis par la communauté internationale aux troupes de la coalition, conjugués avec un meilleur ciblage et une plus grande coordination par les forces spéciales britanniques et américaines, ont finalement donné les résultats escomptés lors des derniers jours de guerre. Les Tadjiks et les Ouzbeks de la coalition du Nord, qui formaient déjà une force au sol respectable, n'ont que gagné en efficacité grâce à l'aide internationale fournie. Il était inévitable que la situation dans le nord et l'ouest de l'Afghanistan tourne finalement en faveur de la coalition.

Avec ces gains importants au Nord, Wa-

shington doit maintenant faire face à plusieurs problèmes. Le premier et le plus pressant sera de veiller à ce que la coalition n'abuse pas de sa situation privilégiée et retarde le plus longtemps possible sa prise officielle de la capitale Kaboul. Le secrétaire d'État Colin Powell doit redoubler d'ardeur dans un court laps de temps pour à la fois organiser un gouvernement de coalition qui remplacerait les talibans et gagner l'appui des autres États musulmans afin de créer une force de maintien de la paix internationale qui veillerait sur la période de transition, notamment à Kaboul. Voilà déjà deux problèmes très complexes, mais à ceux-ci s'ajoute aussi la façon dont les États-Unis mèneront la campagne dans le sud de l'Afghanistan. Si les talibans abandonnent progressivement le Nord, c'est parce que le centre de leur pouvoir réside depuis toujours à Kandahar au sud. À l'opposé de la situation au nord, on ne retrouve pas de mouvement de résistance antitaliban bien organisé dans le sud du pays. C'est là que la guerre en Afghanistan se gagnera ou se perdra. À moins que les événements des derniers jours n'indiquent une déroute complète des talibans, le gouvernement américain devra trouver le moyen de convaincre la majorité pachtounne d'abandonner les talibans et de se rallier aux efforts de la communauté internationale afin de renverser le régime en place. Si Washington n'y parvient pas, elle devra contempler des frappes continues et peut-être même l'envoi de troupes américaines en sol afghan, action que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld n'a pas écarté. La guerre prendrait alors une tout autre allure et ramènerait rapidement les souvenirs et les comparaisons avec le passé pas si lointain de la mésaventure en Asie du Sud-Est.

## L'ONU prépare l'après-talibans

**JOCELYN COULON**  
L'auteur est directeur du Bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix, basé en Nouvelle-Écosse.

AU MOMENT où le gouvernement taliban est en pleine débâcle et que les opérations militaires se poursuivent en Afghanistan, l'adoption d'une solution politique est plus urgente que jamais. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'y est attelé hier en examinant un plan de transition présenté par son représentant spécial pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi.

M. Brahimi revient d'un voyage de deux semaines où il a rencontré les leaders de l'Alliance du Nord ainsi que les dirigeants d'une bonne dizaine de pays frontaliers de l'Afghanistan ou impliqués dans la crise. Hier, malgré les bouleversements militaires importants sur le terrain, il s'est déclaré raisonnablement optimiste sur la formation prochaine d'un gouvernement de transition. Les Afghans, a-t-il dit, « prennent conscience, peut-être pour la première fois, qu'il existe une opportunité qu'ils ne doivent pas gaspiller ». L'espoir est donc permis, même si rien n'est encore gagné.

Si la question de l'avenir politique de l'Afghanistan a resurgi avec une acuité toute nouvelle après les attentats du 11 septembre, ce n'est pas la première fois que l'ONU tente de convaincre les Afghans de rétablir la paix et un gouvernement légitime chez eux. M. Brahimi en sait quelque chose, lui qui, de 1997 à 1999, occupa les mêmes fonctions qu'aujourd'hui. Après des négociations épuisantes, il avait démissionné avec fracas, estimant qu'il tournait en rond, que les factions ne démontraient aucune bonne volonté et que les puissances régionales et mondiales jouaient des rôles ambigus, certaines n'hésitant pas à saboter ses initiatives.

### Un peuple en otage

Il reste que si l'ONU a croisé de nombreuses embûches dans sa recherche d'une solution pacifique, un obstacle majeur s'est toujours dressé sur son chemin. Dans tous ses rapports au Conseil de sécurité, le secrétaire général, Kofi Annan, a souligné la responsabilité première des talibans dans l'échec des pourparlers. Depuis leur prise du pouvoir, en 1996, les talibans ont rejeté systématiquement toutes les ouvertures faites par l'ONU ou d'autres médiateurs internationaux pour ramener la paix dans ce pays. Cette année encore, ils ont dit non aux invitations du Japon ou de l'Union européenne à venir discuter d'un plan de paix. Cette obstination s'explique. En effet, l'ONU a constaté que le pouvoir taliban était manipulé par des « invités » pour le moins spéciaux. Des milliers de mercenaires d'origine arabe ont afflué en Afghanistan depuis cinq ans, jouant « un rôle croissant dans la prise de décisions au sein des cercles dirigeants talibans, au détriment des talibans afghans considérés comme plus pragmatiques ou plus modérés », peut-on lire dans le dernier rapport du secrétaire général, publié en août dernier. Parmi eux, bien entendu, se trouvent Oussama ben Laden et ses acolytes.

Le pouvoir taliban n'a donc jamais été en mesure, si même il l'a voulu, d'agir de manière indépendante et de prendre en considération les véritables intérêts du peuple afghan afin de négocier sérieusement avec les représentants de la communauté internationale. C'est encore plus vrai depuis les attentats contre New York et Washington et depuis que les dirigeants talibans ont clairement fait savoir qu'ils ne livreraient jamais ben Laden, même si tous les Afghans devaient périr. On l'aura compris, les talibans et ben Laden ne font qu'un et M. Brahimi a pris acte de cette situation en refusant de les rencontrer. Exclue politiquement et, depuis quelques jours, militairement de tout processus de paix, la solution au problème afghan repose sur la prise en compte des intérêts des autres factions et des États limitrophes. Déjà

samedi à New York, la Russie, les États-Unis et les six États frontaliers — Chine, Pakistan, Iran, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan — se sont entendus pour que le peuple afghan établisse un gouvernement fondé sur « une base élargie, multiethnique, politiquement équilibrée et en paix avec ses voisins ». Les huit pays ont aussi réaffirmé le rôle central de l'ONU dans l'après-talibans.

### Plutôt le Cambodge que le Kosovo

M. Brahimi a cerné quelques options à considérer afin de constituer un gouvernement d'unité nationale et de poser les fondements d'une reconstruction de ce pays, ruiné par 25 ans de guerre civile. Sur la question du gouvernement, il a proposé la réunion des représentants de l'Alliance du Nord et des autres groupes afghans. Cette réunion devrait déboucher sur la formation d'un Conseil provisoire présidé par une personne symbolisant l'unité nationale, en l'occurrence l'ancien roi Mohammed Zaher Shah, en exil à Rome depuis 1973. L'Iran était opposé à son retour, mais M. Brahimi a obtenu l'assurance de tous les pays de la région qu'il était le symbole autour duquel tous pouvaient s'unifier pour un certain temps. Ce conseil provisoire, sorte de nouveau gouvernement, doit être constitué au plus vite, car il permettrait à la coalition internationale et aux anti-talibans d'obtenir une nouvelle légitimité afin de poursuivre leurs attaques sur les talibans. Ceux-ci ne sont pas vaincus pour autant. Pour y arriver, il faudra les déloger de Kandahar et contrôler, au moins nominativement, une bonne partie du territoire.

Selon le plan de M. Brahimi, le Conseil provisoire proposerait ensuite une administration de transition et un programme d'action pour une période transitoire de deux ans maximum. Une loya girga (conseil de chefs traditionnels) serait alors réunie pour approuver l'administration provisoire. La phase de transition aboutirait enfin à la convocation d'une seconde loya girga pour approuver une constitution et mettre sur pied un gouvernement national afghan dûment représentatif et appuyé par la population.

L'ONU pourrait à tout le moins soutenir le gouvernement provisoire dans la réhabilitation de son autorité et de ses institutions. Ici, l'exemple du Cambodge vient à l'esprit. De 1991 à 1993, après 25 ans de guerre, l'ONU a soutenu un processus de paix qui a conduit au rétablissement de la démocratie dans le pays et du roi Norodom Sihanouk sur le trône. Le mandat onusien était particulièrement complexe. Il s'étendait aux droits de la personne, à l'organisation d'élections générales, à l'administration civile, au maintien de l'ordre, au rapatriement et à la réinstallation des réfugiés et personnes déplacées, à la démobilisation et au désarmement et à la reconstruction des infrastructures. Cette intervention de l'ONU avait été acceptée par toutes les parties, sauf les Khmers rouges, et fut appuyée par quelque 15 000 Casques bleus et plusieurs milliers de coopérants civils.

Si une réplique exacte de la mission de l'ONU au Cambodge semble impossible en Afghanistan, il reste que M. Brahimi va s'en inspirer pour proposer une intervention onusienne modeste, mais certainement efficace. Ainsi, des forces militaires — Casques bleus ou forces spéciales sous commandement international — pourraient assurer la sécurité de Kaboul et d'autres grandes villes, de plusieurs aéroports et d'axes de communication routière. Un contingent de plusieurs centaines de civils pourraient se charger d'épauler un gouvernement soucieux de rétablir les services essentiels et les institutions judiciaires, politiques, sociales et économiques. Les agences spécialisées de l'ONU ainsi que les ONG travaillant déjà avec les Afghans pourraient appuyer un programme de reconstruction du pays et d'aide à la population.

Voilà un programme politique et militaire minimum, réaliste pour la communauté internationale et certainement acceptable pour la grande majorité des factions afghanes comme des pays limitrophes. Après les bombardements, le monde a la responsabilité de ne pas abandonner l'Afghanistan.

## Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Les stratèges de salon



ANDRÉ PRATTE  
apratte@lapresse.ca

Il y a quelques jours à peine, la mode était à la critique de la stratégie militaire adoptée par les États-Unis.

Les reporters sur place nous montraient, soir après soir, des bombardements apparemment inutiles, et des soldats de l'Alliance du Nord occupés à tuer... Le temps. « Cessons ces bombardements futiles ! » réclamaient les stratèges de salon. « Préparons-nous à un nouveau Vietnam ! » avertissaient les généraux d'estrange.

Ils avaient tort : le régime taliban titube. Ce revirement inattendu nous rappelle qu'en temps de guerre, l'information est rare, partielle et partielle. Par conséquent, la patience et la prudence sont de mise avant de porter quelque jugement.

Même les journalistes qui se sont rendus dans la région, au péril de leur vie, ont du mal à se faire une idée juste de ce qui se passe. La modestie est d'autant plus requise de la part des observateurs qui, du confort de leur bureau, commentent la guerre sans avoir à la faire, à la subir ou à la diriger.

Or, voilà que les experts en blâme se lèvent à nouveau. Ayant déploré la lenteur de l'offensive américaine, ils accusent maintenant Washington d'avoir été pris au dépourvu par sa rapidité, de ne pas avoir en poche un gouvernement de transition !

Replaçons les choses en perspective. En commençant par rappeler que, depuis le début, l'administration Bush a dit que la guerre au terrorisme serait longue et difficile. Nord-Américains pressés que nous sommes, avions-nous compris que « longue et difficile » signifiait deux ou trois semaines ?

Aujourd'hui que Kaboul est tombée, allons-nous tout de suite crier victoire ? Nous aurions tort de le faire, comme nous avions tort la semaine dernière de faire preuve d'impatience. La guerre n'est pas terminée.

Les Américains n'ont pas entrepris de bombardier l'Afghanistan pour faire tomber le régime taliban. Ou plutôt si, mais c'était seulement le moyen pour arriver à une fin. Cette fin, c'est la destruction des bases du réseau terroriste d'Ous-

sama ben Laden. La chute de Kaboul montre que le régime taliban est affaibli. Mais il n'est pas abattu. Le moyen n'est pas encore atteint.

La fin, par conséquent, apparaît encore lointaine. Ben Laden est toujours au large. On ne sait pas de combien de kamikazes il dispose dans le monde. Un attentat terroriste reste possible, sinon probable.

La percée de l'Alliance du Nord place le monde, en particulier les États-Unis et l'ONU, face à ses obligations politiques et morales. Cette guerre au terrorisme n'est pas menée sous l'étendard de la vengeance, mais sous celui de valeurs universelles : la démocratie, la liberté, le respect de la vie, l'égalité des hommes et des femmes.

Ces valeurs doivent continuer de guider nos gouvernants. C'est là que l'opinion publique et les médias occidentaux peuvent jouer un rôle utile. Davantage qu'en commentant chaque épisode d'une guerre dont nous ne savons presque rien.

Depuis la chute de Kaboul, MM. Bush et Blair emploient les mots qu'il faut. Ils doivent faire preuve pour la reconstruction de l'Afghanistan de la même volonté que celle qu'ils manifestent pour l'Opération Liberté durable.

Tout doit être fait pour contenir la violence des vainqueurs. Des informations font état de tueries à Mazar-e-Charif. À Kaboul, cependant, l'Alliance du Nord aurait démontré une relative modération. « Il n'y avait rien de particulièrement glorieux ou de particulièrement laid dans leur entrée à Kaboul, rapportait hier le correspondant du Times. C'était ni plus ni moins que le spectre d'hommes en guerre. »

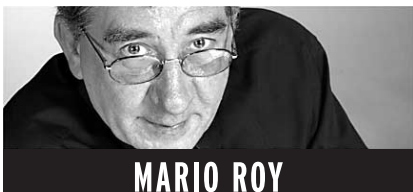
« L'histoire démontrera que ce changement de régime a été le moins meurtrier de l'histoire de l'Afghanistan », a prédit le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. Il est du devoir des Américains qu'il en soit ainsi.

Sous l'égide de l'ONU, Washington et ses alliés s'affairent à mettre sur pied un gouvernement transitoire crédible. L'Alliance du Nord fait preuve à cet égard d'une ouverture rassurante. Par ailleurs, les Américains se sont engagés à ouvrir rapidement la voie aux convois d'aide humanitaire.

En somme, dans les circonstances, les choses aurent relativement bien. Mais l'Afghanistan étant l'Afghanistan, la paix risque d'être aussi difficile à faire que la guerre.

Les stratèges de salon doivent s'armer de patience.

## C'est pas sorcier



MARIO ROY  
mroy@lapresse.ca

Dans les milieux de la culture, le succès demeure apparemment difficile à supporter. Ainsi, avant même d'aboutir en salles, la saga cinématographique d'Harry Potter a fait l'objet de querelles oiseuses, encaissé des reproches futiles, été détournée par un peu tout le monde, des intégristes chrétiens aux penseurs postmodernes.

Après avoir eu un impact de type nucléaire en littérature jeunesse, le héros de J.K. Rowling débarque en effet de façon tout aussi explosive au cinéma.

Certes, il n'existe pas en ce domaine de recette infallible du succès. Mais on a affaire ici à un héros sympathique. L'histoire est bonne, on le savait déjà. Le film est excellent, croit-on comprendre aussi malgré l'embargo sur la critique. Et la grosse machine hollywoodienne de promotion roule à plein régime. De sorte qu'on prévoit que *Harry Potter à l'école des sorciers* — à l'affiche dans 48 heures — va battre des records d'affluence, peut-être même celui du *Titanic* de James Cameron. C'est dire.

En un mot comme en mille : tout pour susciter la hargne !

Et ça n'a pas manqué.

Des fous de dieu américains ont prévenu : le film va pousser les enfants au péché. Un syndicat d'enseignants britanniques a prédit : les petits seront happés par la sorcellerie et la magie. Une auteure jeunesse québécoise a soupiré : depuis

Harry Potter, on ne parle plus que de chiffres. Enfin, un professeur de philosophie a conseillé : rejetons Potter, qui se situe à l'intérieur de la société du spectacle, laquelle se nourrit de l'imaginaire dans le but d'escamoter l'épreuve du réel, pour plutôt tendre aux jeunes des romans métaréflexifs ou dialogiques...

Chouette, alors !

Trêve de plaisanterie, la prise de bec la plus surréaliste a eu lieu autour de l'embargo sur la publication des textes critiques, imposé par la Warner jusqu'à la date de sortie du film en salles. Impérialisme, censure, atteinte à la démocratie (pourquoi pas aux droits de l'Homme ?), tout y a passé.

Or, il y a trois choses à dire à ce sujet.

Un, tous et chacun des médias avaient le choix d'accepter ou de refuser l'offre de couverture « avancée » de la Warner, et par conséquent l'embargo.

Deux, l'embargo est une technique absolument courante dans le monde culturel. Le milieu spécifique le plus enclin à y recourir est celui du livre : tout critique littéraire a reçu mille fois des ouvrages remis sous embargo et personne n'a jamais trouvé à y redire.

Trois, dans le domaine du cinéma, ce ne sont pas les majors américains comme la Warner qui sont allés le plus loin dans cette direction. Mais bien les Français qui, sous la férule du réalisateur Bertrand Tavernier, ont réclamé, il y a deux ans, l'adoption d'une loi ou autre édit coercitif interdisant la publication de mauvaises critiques d'un film français — l'embargo aurait été ciblé ! — avant sa sortie en salles... Le projet a finalement été enseveli sous l'hilarité générale.

En somme : que de tempêtes dans un chaudron de sorcier.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

Durant le règne de M. Bourque, tous les budgets pour ces activités, essentielles à la vitalité d'une bibliothèque, ont été littéralement éliminés ! Des activités qui étaient offertes gratuitement, donc accessibles aux plus démunis, depuis des décennies...

Observez de près le sort réservé à l'animation du livre dans les bibliothèques. Les villes mentionnées plus haut devront-elles se battre pour continuer à offrir ces spectacles aux enfants ? De quel côté M. Tremblay fera-t-il pencher la balance ? Coupe totale ou amélioration des services qui encouragent la lecture ?

Tristesse de la perte, pour tous les enfants de la région métropolitaine, du bonheur de rencontrer les animateurs du livre ? Ou joie pour les enfants des quartiers moins favorisés de Montréal de retrouver ces indispensables saltimbanques après plusieurs années de séparation ? À surveiller de très près... Il y a de ces petits détails qui ne peuvent pas mentir !

CHARLIE HANDFORD  
Comédien-animateur

## Le mauvais exemple

LA COMMISSION de l'équité salariale a fait paraître récemment une annonce dans les quotidiens portant sur les « ajustements salariaux ». Elle a aussi publié un dépliant dans lequel on lit : « Au plus tard le 21 novembre 2001, tout employeur assujéti doit, selon le cas, avoir déterminé si des ajustements (sic) salariaux sont requis (sic) dans son entreprise ou avoir complété (sic) un programme d'équité salariale. »

Le législateur, à l'occasion de l'adoption de la Loi sur l'équité salariale, utilise un terme incorrect. Le mot « ajustement », dans l'expression « ajustements salariaux », est un calque de l'anglais dénoncé depuis longtemps. A-t-il utilisé ce terme sans même s'interroger, tenant pour acquis qu'il était correct ? S'il avait consulté le Grand Dictionnaire terminologique de l'Office, il aurait appris qu'il devait écarter le mot

« ajustement » et opter plutôt pour rajustement, révision ou modification des salaires, selon le contexte.

Est-ce à dire que, depuis que cette loi a été adoptée en 1996, soit il y a cinq ans, personne ne s'est interrogé sur le mot « ajustement » au ministère de la Justice ?

N'est-il pas temps en 2001 que le ministère de la Justice s'adjoigne des linguistes, les consulte et tienne compte de leurs avis afin d'éviter de propager un vocabulaire incorrect ?

L'État doit aussi soigner la langue de sa publicité. Il aurait été préférable d'écrire, dans la phrase précitée, que l'employeur doit avoir déterminé si des rajustements salariaux sont nécessaires dans son entreprise ou avoir mis au point un programme d'équité salariale.

ROBERT AUCLAIR  
président de l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française

## Quelle sécurité ?

DITES-MOI, mon bon monsieur Landry, en quoi la mise en veilleuse de la souveraineté augmente-t-elle notre sécurité ? Vous voulez encourager les Québécois à chercher la sécurité sous l'aile de Jean Chrétien ?

Il est vrai qu'en un sens, le gouvernement d'Ottawa a plus de muscle que celui de Québec. Il a une armée, une police secrète, un corps diplomatique. Mais rien de cela ne nous protège vraiment contre le terrorisme.

Un Québec souverain aurait un corps de protection civile et des diplomates. Cela non plus ne nous protégerait guère. Mais en revanche, nous ne serions pas entraînés dans le lèche-bottes que pratique Ottawa. Nous pourrions joindre notre voix à celles, de plus en plus nombreuses, qui s'élèvent contre des bombardements quotidiens dont le principal effet est de semer la terreur et de fouetter l'ardeur des terroristes.

La souveraineté est comme une fleur. En veilleuse, elle dépérit. Donnons-lui la lumière de la fidélité et le terreau de la détermination.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



## Harry Potter boit du Coke !

J'AI ÉTÉ TRÈS surprise de savoir que Harry Potter, le magicien dont tout le monde parle, était étudié dans les écoles primaire. Les élèves apprennent à lire à partir de cet ouvrage, qui est originalement écrit en anglais. Certes Harry est populaire, mais sa popularité ne vient-elle pas de toute la publicité faite à son sujet ? Je ne tiens pas à déplorer l'oeuvre de J.K. Rowling, par contre il me semble difficile à accepter qu'un « produit scolaire » côtoie autant le monde de la consommation. En effet, on peut acheter les figurines Harry, les signets Harry, le costume d'Halloween Harry... et même aller au cinéma avec Harry... Dans plusieurs écoles, ils prendront même du temps scolaire, en décembre, pour aller visionner le film.

Imaginez quelle a été ma surprise, lorsque j'ai vu Harry sponsorisé par Coca-Cola. Les publicitaires plaire aux enfants et ils ont une fois de plus mis juste ! Les enfants sont charmés.

GENÈVIÈVE POIRIER  
Montréal

## Élections, fusions, réactions...

COMMENT ÉVALUER l'effet réel des fusions et des récentes élections ? Naturellement, je prêcherai pour ma paroisse...

Depuis plus de 10 ans, je sillonne les bibliothèques et les écoles du Québec avec des animations qui encouragent la lecture chez les enfants.

## Des millions de vies sacrifiées pour rien ?

ALORS QUE les pays sortis victorieux de la Première Guerre mondiale célébraient cette fin de semaine le jour du Souvenir, aucune voix ne s'est élevée pour souligner le caractère presque indécent de ces cérémonies. On rappelle en effet la mémoire des hommes et des femmes morts pendant la Première Guerre mondiale (et plus largement dans les conflits armés divers), et au même moment on pilonne sans retenue et aveuglément l'Afghanistan, sous prétexte de se faire justice, d'éradiquer le terrorisme. La Première Guerre mondiale devait pourtant être « la der des ders », celle qui réglerait tout, la dernière. Après la « der des ders », combien d'autres conflits ont éclaté ?

Une Deuxième Guerre mondiale, et un demi-siècle plus tard nous sommes sur le point de renouveler la même folie, en nous apprêtant à rendre totalement inutile la mort de tous ces combattants, de tous ces civils morts.

Notre excuse, — car nous en avons une — est de prétendre répondre à un geste horrible — les attentats de New York et Washington — par un autre geste

tout aussi horrible, démesuré, et sans doute bien vain : la guerre au terrorisme. Car en utilisant ainsi la force, n'ayons aucun doute : la prochaine génération de ceux que nous martyrisons ainsi voudra sa revanche, sa vengeance. Elle sera violente : ces populations du tiers-monde n'ont guère d'autre moyen de se faire entendre, puisqu'on ne les invite pas aux grandes conférences où se décide le sort de la planète. C'est à nous, pays occidentaux, forts économiquement, politiquement, financièrement et diplomatiquement, de donner l'exemple, de trouver de vraies solutions aux problèmes... même quand le « problème » est un attentat terrible et défiant l'imagination.

Pour honorer la mémoire des « Poilus » sacrifiés en 1914-18 et de toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale, pour que leur sacrifice ne soit pas rendu vain par la répétition des mêmes erreurs, n'est-il pas de notre devoir d'être humains et de citoyens d'envoyer nos gouvernants à une table de négociation, pour essayer de trouver des solutions, et éviter que pareille tragédie ne se reproduise ?

ARMELLE WOLF

# Forum



a d a m s .

## Faut-il une caisse vieillesse?

### > OUI

*La contribution des baby-boomers permettrait une meilleure équité entre les générations.*

**GUY MORNEAU**

*L'auteur, actuel président-directeur général de la Régie des rentes du Québec, s'exprime ici à titre personnel.*



### > NON

*Les aînés estiment avoir suffisamment payé toute leur vie.*

**LUCIE BOURDON**

*L'auteure est présidente de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités (AQDR).*



QU'ON LE VEUILLE ou non, le Québec vivra, dans les prochaines décennies, un phénomène unique, jamais connu dans son histoire, soit le vieillissement accéléré de sa population. Concrètement, seul le groupe d'âge des 65 ans ou plus ira en augmentant. Le système de santé subit déjà une forte pression qui menace l'accessibilité aux services et la qualité des soins ; il faudrait éviter que le vieillissement crée une contrainte supplémentaire qu'il ne pourrait supporter. Il importe donc de se donner des moyens pour prendre en charge la perte d'autonomie des citoyens du Québec en offrant des services complémentaires, adaptés, accessibles à tous, et ce, sur tout le territoire québécois.

Aujourd'hui, au Québec, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus est de 12 % ; en 2030, elle sera de 24 %. C'est dire l'importance du défi auquel nous aurons collectivement à faire face. Ce choc démographique sera plus important au Québec que n'importe où en Amérique du Nord. Autre considération importante : la rapidité de ce phénomène. D'une société parmi les plus jeunes des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) en 1960, le Québec deviendra, à l'exception du Japon, la société la plus âgée de ces pays en 2030.

#### La perte d'autonomie : un risque élevé

Selon l'OCDE, près de 40 % des personnes de 65 ans ou plus subiront une perte d'autonomie moyenne ou sévère vers la fin de leur vie. On comprend donc que la perte d'autonomie constitue un risque inhérent à l'existence. Un risque différent de la maladie, tant dans son diagnostic que dans son traitement. Il suffit de penser aux conséquences de maladies comme l'Alzheimer, des problèmes cardiaques ou simplement aux effets du vieillissement normal.

Actuellement au Québec, nous répondons difficilement aux demandes de services liés à la perte d'autonomie, particulièrement pour le maintien à domicile mais aussi pour l'hébergement. Qu'arrivera-t-il en 2030, lorsqu'environ 1 million de personnes seront âgées de 75 ans ou plus ? On peut supposer que ces personnes ne pourront pas toujours compter sur leurs enfants ou leurs proches.

#### Une caisse vieillesse : la solution ?

La question qu'il faut se poser est la suivante : pouvons-nous, aujourd'hui, faire quelque chose ? La réponse est : oui ! Nous pouvons « prévoir », c'est-à-dire planifier, organiser et financer adéquatement les services dont aura besoin la population afin de lui assurer une qualité de vie décente.

Selon nous, la création d'une caisse vieillesse assurant une protection en cas de perte d'autonomie est une solution qui mérite d'être considérée. Elle permettrait le financement à long terme des services, tout en veillant à ce qu'ils soient accessibles, efficaces et offerts au moment opportun. Une caisse vieillesse permettrait une meilleure équité entre les générations, puisque les baby-boomers y contribueraient financièrement entre 20 et 40 ans. Ils assumerait ainsi l'essentiel des coûts que leur génération génère et éviteraient de transférer une facture importante à la génération future.

Un régime d'assurance public et obligatoire contre la perte d'autonomie : voilà comment on peut définir la caisse vieillesse. Les gouvernements, tant fédéral que provincial, continueraient d'injecter l'argent qu'ils allouent actuellement pour les services aux personnes en perte d'autonomie, mais cet argent serait versé dans la caisse. Les contributions des citoyens couvriraient les services offerts à la nouvelle clientèle, tandis que se créerait une réserve pour faire face à l'augmentation des dépenses dues au vieillissement de la population. Une réserve qui, rappelons-le, rapporterait des revenus d'intérêts. Cette structure de financement permettrait de maintenir la cotisation des citoyens la plus basse possible.

Il est impératif que la caisse vieillesse soit une entité distincte, indépendante et autonome du gouvernement. Elle devra servir uniquement au financement et à la gestion,

en toute transparence, des services visant à pallier la perte d'autonomie.

Qu'on se le dise bien ! Il n'est pas ici question de soins médicaux déjà couverts par le régime d'assurance-maladie, mais plutôt de soins de proximité, de soutien, en vue de faciliter la vie quotidienne des personnes en perte d'autonomie. Que l'on pense à la préparation des repas, aux soins d'hygiène, à l'entretien ménager, etc. Les soins médicaux, quant à eux, demeureraient couverts par le régime de santé actuel.

De plus, pour assurer des services de qualité au meilleur coût, la caisse vieillesse fonctionnerait par appels d'offres régionales auprès des organismes qui dispensent ce type de services. Qu'ils soient publics, privés, communautaires, coopératifs ou familiaux.

#### Un choix à faire

Le besoin grandissant de services liés à la perte d'autonomie est incontournable. La société québécoise doit choisir entre « prévoir », en mettant en place un système aux bases solides pour financer et organiser des services adéquats, ou « attendre » et, le moment venu, faire face à une insuffisance de services qui nécessitera une augmentation considérable des sommes à injecter pour contraindre une situation précaire.

Pour ma part, je crois fermement qu'il est préférable de « prévoir » et de poser dès maintenant des gestes responsables et solidaires. Il me paraît équitable que chacun paie sa juste part et que chaque citoyen puisse recevoir les services dont il aura besoin et ce, partout au Québec. C'est ainsi que la caisse vieillesse doit être envisagée. Elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen permettant de ne pas mettre en péril des acquis de notre société, comme le bien-être à long terme des aînés, de préserver la solidarité intergénérationnelle et de répondre aux préoccupations d'un nombre croissant de personnes qui constatent une perte d'autonomie, pour elles-mêmes ou pour un proche.

*I. M. Morneau, en septembre 2000, lors d'un Forum d'experts, a présenté le projet de caisse vieillesse à la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, présidée par M. Michel Clair. En décembre 2000, la Commission a recommandé au gouvernement de mettre cette proposition de l'avant.*

LE GOUVERNEMENT du Québec semble avoir décidé d'accepter la recommandation de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux (commission Clair) de créer un régime d'assurance contre la perte d'autonomie sur une base de capitalisation communément appelée « l'assurance-vieillesse ».

En tant que présidente et au nom de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), je dénonce la création d'un tel régime, qui n'est rien d'autre qu'une taxe déguisée.

Ce régime suppose que le vieillissement de la population est responsable des hausses des coûts de la santé et que le gouvernement n'a plus les moyens de financer le panier de services actuels en santé et services sociaux. Or, ces deux hypothèses sont fausses. Au Québec, les changements démographiques ne gonfleront que de 1 % les coûts des services médicaux et majoreront de 3 % les dépenses d'hébergement ces 15 à 20 prochaines années.

Le rapport de la commission Clair affirme (page 66) : « Il y aura donc de plus en plus de personnes âgées dans les années à venir. Beaucoup seront en bonne santé, contribuant activement à la société et continuant, très souvent, à payer des impôts... Cela dit, environ 20 % des aînés ont des incapacités et ont besoin d'aide dans les activités de la vie quotidienne ». Ce 20 % est défini comme « clientèle spécifique » nécessitant un réseau de services intégrés. La question devient alors : comment financer ce réseau ? La commission Clair a sa solution : un régime d'assurance collectif : « l'assurance-vieillesse ».

#### Le comité Kirby

Pour mieux saisir ce choix de la commission Clair, il est intéressant de voir ce que le Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des Sciences et de la Technologie (Comité Kirby) écrit dans son Rapport intermédiaire de septembre 2001 *La santé des Canadiens — Le rôle du gouvernement fédéral* ; Volume 4 : Questions et Options, sur les soins à domicile et comment les financer (pages 86-91).

D'entrée de jeu, le comité Kirby demande (page 88) : « Est-il raisonnable d'utiliser les deniers publics pour payer les soins palliatifs à long terme d'une personne qui a les moyens de les payer, même si ces soins sont fournis dans un établissement de soins de longue durée, comme une maison de soins ? Autrement dit, est-ce que les contribuables devraient être subventionnés par l'État pour qu'ils puissent léguer un plus gros héritage à leurs enfants ? »

#### Demande versus besoin

L'erreur de base de l'argument du comité Kirby c'est de confondre demande et besoin. Les services de soins de santé ne sont pas des biens ordinaires que l'on demande comme si le consommateur savait ce qu'il veut et combien il est prêt à payer. Ils sont l'expression du besoin diagnostiqué par des professionnels de la santé et que l'on annonce au patient comme ce dont il a besoin. On ne parle pas de pauvres versus riches, mais de citoyens ayant un besoin fondamental de services de santé.

Le comité présente quatre possibilités pour offrir les soins à domicile au Canada :

- 1) Un programme national de soins à domicile.
- 2) Un crédit d'impôt et une déduction fiscale aux consommateurs de soins à domicile.
- 3) Un fonds d'assurance spécial pour les soins à domicile (la solution de la commission Clair).
- 4) Des mesures spécifiquement destinées aux soignants informels : augmenter l'appui financier.

Les soins à domicile (ainsi que les soins ambulatoires, les soins en établissement pour adultes et les soins intermédiaires en maison de repos) ne sont pas assurés au sens de la Loi canadienne sur la santé.

#### Une taxe déguisée ?

Les cinq principes de gestion publique, d'intégralité, d'universalité, de transférabilité et d'accessibilité ne s'appliquent pas à eux. Le vrai débat est donc : doit-on étendre la couverture des soins de santé assurés aux soins à domicile et donc accessibles aux citoyens ou doit-on faire payer le citoyen soit par tarification, ticket modérateur ou régime d'assurance collectif ? L'AQDR considère que les aînés ont suffisamment payé toute leur vie et par conséquent il faut étendre la couverture des soins assurés et non taxer de façon déguisée en créant un régime d'assurance contre la perte d'autonomie.

Au coeur du débat soulevé par la recommandation de la commission Clair, il y a également la question de ce qui est considéré couvert par le régime d'assurance collectif contre la perte d'autonomie. La gamme de services assurés, bien définie, s'orienterait vers le support à domicile tout en offrant divers types de services d'hébergement (page 192) selon la commission. Or, qui « définirait » le panier de services assurés ? Le panier sera-t-il percé de sorte qu'une fois créés les services seront progressivement désassurés ? Je tiens, en terminant, à rappeler les mots du protecteur du citoyen M<sup>re</sup> Daniel Jacoby, qui le 17 octobre 2000, en réaction au rapport Clair :

« ... l'article 5 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux établissait les principes d'universalité et d'accessibilité ; après la réforme de 1992, on a limité ce droit et les restrictions sont devenues plus importantes. Aujourd'hui, un bénéficiaire peut recevoir les services requis par son état si, et seulement si ceux-ci sont disponibles selon le plan d'organisation de l'établissement, si celui-ci dispose des ressources nécessaires au moment de la demande, si les services s'inscrivent dans le cadre de ses règles, si le médicament n'est pas rayé de la liste des médicaments prescriptibles et si l'utilisateur est admissible selon les règles établies par la régie régionale et l'établissement ».



**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

14 novembre 2001

Page A22 manquante